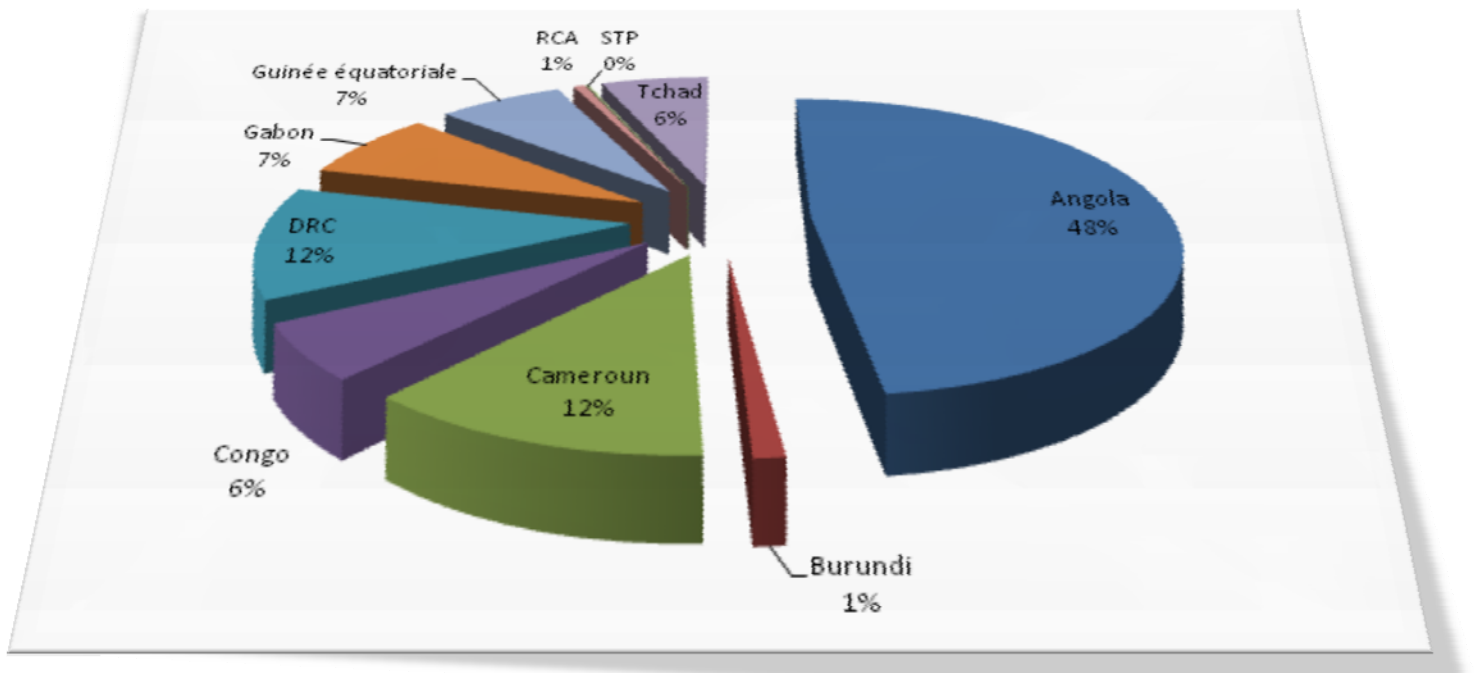


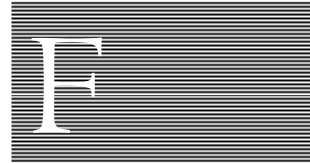


# PROFIL SOUS-REGIONAL ET PROFILS PAYS DE L'AFRIQUE CENTRALE





NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Bureau Sous-Régional pour l'Afrique Centrale



Distr. : GENERAL  
ECA/SRO-CA/RP/CP/15.a  
Janvier 2015  
**Original : Français**

***PROFIL SOUS-REGIONAL ET  
PROFILS PAYS DE L'AFRIQUE  
CENTRALE***

## TABLES DES MATIERES

Tables des matières.....	2
Liste des abréviations et des acronymes.....	4
Liste des graphiques.....	5
<b>I- Profil sous-régional de l’Afrique centrale (CEEAC) .....</b>	<b>6</b>
1. Aperçu général.....	6
2. Récents développements économiques.....	6
3. Perspectives économiques en 2015.....	10
4. Questions sociales .....	10
<b>II- Profils pays de l’Afrique centrale .....</b>	<b>12</b>
<b>A. Angola .....</b>	<b>12</b>
1. Aperçu général .....	12
2. Récents développements économiques .....	12
3. Perspectives économiques en 2015.....	15
4. Questions sociales .....	15
5. Réformes en cours et perspectives .....	16
<b>B. Burundi .....</b>	<b>17</b>
1. Généralités .....	17
2. Récents développements économiques .....	17
3. Perspectives économiques en 2014.....	20
4. Questions sociales .....	21
5. Réformes en cours et perspectives .....	21
<b>C. Cameroun.....</b>	<b>22</b>
1. Aperçu général .....	22
2. Récents développements économiques .....	22
3. Perspectives économiques en 2015.....	25
4. Questions sociales .....	26
5. Réformes en cours pour la transformation économique .....	26
<b>D. Congo .....</b>	<b>28</b>
1. Aperçu général .....	28
2. Récents développements économiques .....	28
3. Perspectives économiques en 2015.....	31
4. Questions sociales .....	32
5. Réformes en cours et perspectives .....	32
<b>E. Gabon .....</b>	<b>33</b>

1.	Aperçu général .....	33
2.	Récents développements économiques .....	33
3.	Perspectives économiques en 2015.....	36
4.	Questions sociales .....	37
5.	Réformes en cours pour la transformation économique .....	37
<b>F.</b>	<b>Guinée Equatoriale.....</b>	<b>39</b>
1.	Aperçu général .....	39
2.	Récents développements économiques .....	39
3.	Perspectives économiques pour 2015.....	42
4.	Questions sociales .....	43
5.	Réformes en cours et perspectives .....	43
<b>G.</b>	<b>République Centrafricaine.....</b>	<b>45</b>
1.	Aperçu général .....	45
2.	Récents développements économiques .....	45
3.	Perspectives économiques pour 2015.....	48
4.	Questions sociales .....	49
5.	Réformes en cours et perspectives .....	49
<b>H.</b>	<b>République Démocratique du Congo.....</b>	<b>50</b>
1.	Aperçu général .....	50
2.	Récents développements économiques .....	50
3.	Perspectives économiques pour 2015.....	53
4.	Question sociales.....	54
5.	Réformes en cours et perspectives .....	54
<b>I.</b>	<b>Sao Tome et Principe.....</b>	<b>55</b>
1.	Aperçu général .....	55
2.	Récents développements économiques .....	55
3.	Perspectives économiques pour 2015.....	58
4.	Question sociales.....	58
5.	Réformes en cours et perspectives .....	59
<b>J.</b>	<b>Tchad.....</b>	<b>60</b>
1.	Aperçu général .....	60
2.	Récents développements économiques .....	60
3.	Perspectives économiques pour 2015.....	63
4.	Question sociales.....	64
5.	Réformes en cours et perspectives .....	64
<b>REFERENCES .....</b>		<b>65</b>

## Liste des abréviations et des acronymes

<b>ASS</b>	Afrique Sub-Saharienne
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BCC</b>	Banque Centrale du Congo
<b>BEAC</b>	Banque des États de l’Afrique Centrale
<b>BNA</b>	Banco National de Angola
<b>BRB</b>	Banque de la République du Burundi
<b>BTP</b>	Bâtiments et Travaux Publics
<b>CEA</b>	Commission Économique des Nations Unies pour l’Afrique
<b>CEA/BSR-AC</b>	Commission Économique des Nations Unies pour l’Afrique, Bureau Sous-Régional pour l’Afrique Centrale
<b>CEEAC</b>	Communauté Économique des États de l’Afrique Centrale
<b>CEMAC</b>	Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
<b>CER</b>	Communauté Economiques Régionale
<b>DSCE</b>	Document de Stratégie pour la Croissance et l’Emploi
<b>DSRP</b>	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>IADM</b>	Initiative pour l’Annulation de la Dette Multilatérale
<b>IDE</b>	Investissement Direct Etranger
<b>OMD</b>	Ojectifs du Millénaire pour le Développement
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PMA</b>	Pays les Moins Avancés
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PPTE</b>	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
<b>RCA</b>	République Centrafricaine
<b>RDC</b>	République Démocratique du Congo
<b>STP</b>	Sao Tome et Principe

## Liste des graphiques

Graphique 1 : Taux de croissance du PIB réel de l’Afrique centrale en % .....	7
Graphique 2: Poids des pays dans le PIB de l’Afrique centrale en 2014 en % .....	7
Graphique 3: Inflation en Afrique centrale en %.....	8
Graphique 4 : Soldes budgétaires, base engagements hors dons des pays de la CEEAC en 2014, en % du PIB .....	9
Graphique 5 : Solde du compte courant en Afrique centrale en % du PIB .....	10
Graphique A1 : Taux de croissance du PIB réel en Angola en % .....	13
Graphique A2 : Taux d’inflation en Angola en %.....	13
Graphique A3 : Solde budgétaire base engagement hors dons en Angola en % du PIB .....	14
Graphique A4 : Solde du compte courant en Angola en % du PIB.....	15
Graphique B1 : Taux de croissance du PIB réel au Burundi en % .....	18
Graphique B2 : Taux d’inflation au Burundi en % .....	18
Graphique B3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons, au Burundi en % du PIB .....	19
Graphique B4 : Solde du compte courant au Burundi en % du PIB.....	20
Graphique C1 : Taux de croissance du PIB réel au Cameroun en % .....	23
Graphique C2 : Taux d’inflation au Cameroun en %.....	23
Graphique C3 : Solde budgétaire, base engagements hors dons au Cameroun en % du PIB.....	24
Graphique C4 : Solde du compte courant au Cameroun en % du PIB.....	25
Graphique D1 : Taux de croissance du PIB réel au Congo en % .....	29
Graphique D2 : Taux d’inflation au Congo en %.....	29
Graphique D3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons au Congo en % du PIB .....	30
Graphique D4 : Solde du compte courant au Congo en % du PIB.....	31
Graphique E1 : Taux de croissance du PIB réel.....	34
Graphique E2 : Taux d’inflation au Gabon en % .....	34
Graphique E3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons au Gabon en % du PIB .....	35
Graphique E4 : Solde du compte courant au Gabon en % du PIB .....	36
Graphique F1 : Taux de croissance du PIB réel en Guinée Equatoriale en % .....	40
Graphique F2 : Taux d’inflation en Guinée Equatoriale en %.....	40
Graphique F3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons en Guinée Equatoriale en % du PIB .....	41
Graphique F4 : Solde du compte courant en Guinée Equatoriale en % du PIB.....	42
Graphique G1 : Taux de croissance du PIB réel de la RCA en %.....	46
Graphique G2 : Taux d’inflation en RCA en % .....	46
Graphique G3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons en RCA en % du PIB.....	47
Graphique G4 : Solde du compte courant en % du PIB .....	48
Graphique H1 : Taux de croissance du PIB réel en RDC en %.....	51
Graphique H2 : Taux d’inflation en RDC en % .....	51
Graphique H3 : Solde budgétaire global, base engagements, hors dons en RDC en % du PIB.....	52
Graphique H4 : Solde du compte courant en en RDC en % du PIB .....	53
Graphique I1 : Taux de croissance du PIB réel à Sao Tome et Principe en % .....	56
Graphique I2 : Taux d’inflation à Sao Tome et Principe en % .....	56
Graphique I3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons à Sao Tome et Principe en % du PIB .....	57
Graphique I4 : Solde du compte courant en % du PIB.....	58
Graphique J1 : Taux de croissance du PIB réel au Tchad en % .....	61
Graphique J2 : Taux d’inflation au Tchad en %.....	61
Graphique J3 : Solde budgétaire global, base engagements hors dons au Tchad en % du PIB .....	62
Graphique J4 : Solde du compte courant au Tchad en % du PIB.....	63

## I- Profil sous-régional de l'Afrique centrale (CEEAC)



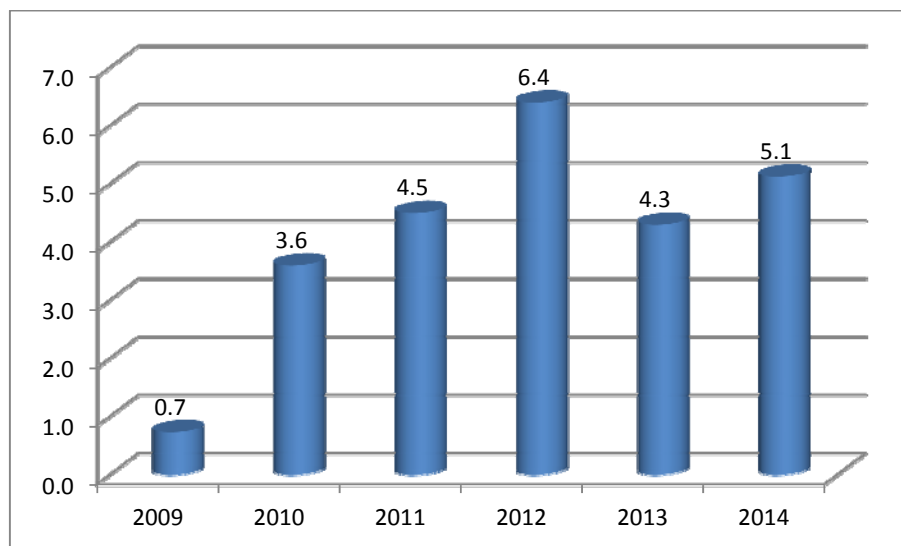
### 1. Aperçu général

<b>Nom</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)
<b>Siège</b>	Libreville, Gabon
<b>Etats membres</b>	Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tome et Principe et Tchad
<b>Superficie</b>	6,7 millions de km <sup>2</sup>
<b>Population</b>	161 millions d'habitants (2014)
<b>PIB par habitant</b>	1682 dollars américains (2014)
<b>Espérance de vie moyenne</b>	43 ans
<b>Principaux produits d'exportation</b>	Bois, cacao, café, thé, pétrole, manganèse, diamant, cuivre, cobalt, or, fer

### 2. Récents développements économiques

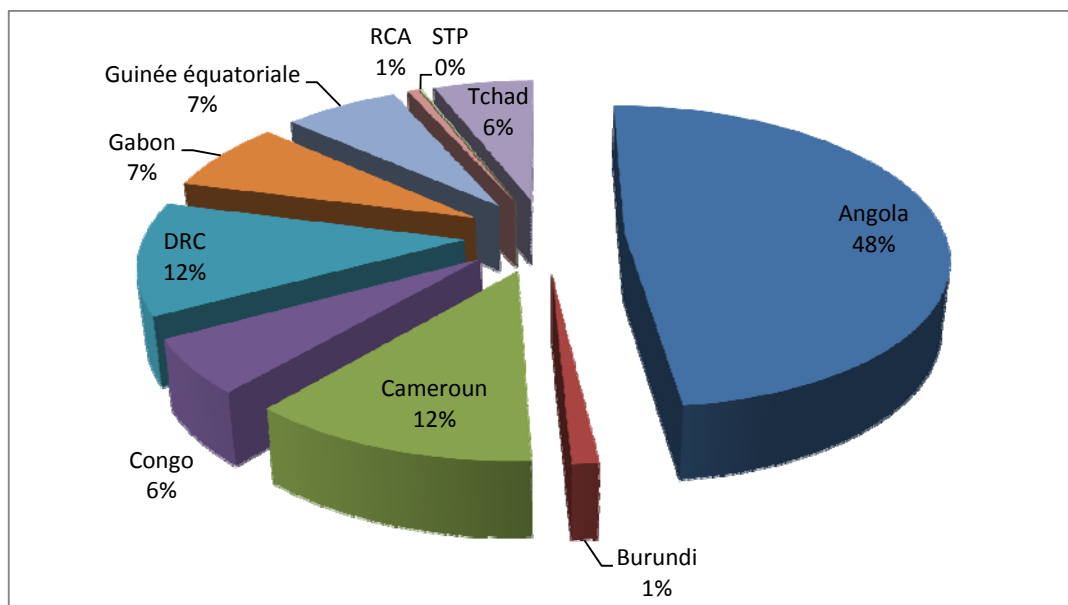
#### a. Croissance économique

Au cours de l'année 2014, l'activité économique de l'Afrique centrale s'est accélérée, avec un taux de croissance du PIB réel de 5,1% contre 4,3% en 2013. Ce résultat s'explique par les bonnes performances de l'ensemble des économies à l'exception de la Guinée Equatoriale qui a enregistré une croissance négative de -1%.

**Graphique 1 : Taux de croissance du PIB réel de l'Afrique centrale en %**

Source: FMI, World Economic Outlook , octobre2014, BEAC (2014)

Le graphique ci-après présente le poids de chaque pays dans le PIB sous-régional en 2014. L'Angola apparaît, grâce à l'exploitation pétrolière et au développement d'autres secteurs non pétroliers, comme la première économie de la sous-région et représente un peu moins de la moitié du PIB de la CEEAC. Ce graphique montre clairement le clivage qui existe entre pays exportateurs et pays importateurs de pétrole. Les contributions totales de la RCA, du Burundi et de Sao Tomé, pays non producteurs de pétrole, sont d'à peine 2%.

**Graphique 2: Poids des pays dans le PIB de l'Afrique centrale en 2014 en %**

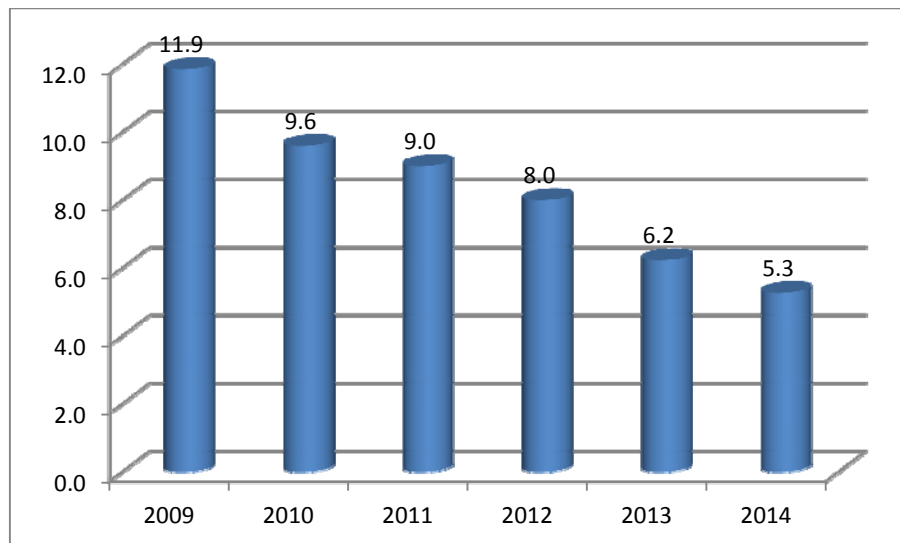
Source: FMI, World Economic Outlook , octobre2014, BEAC (2014)



## b. Inflation et situation monétaire

En 2014, l'évolution des prix en Afrique centrale s'est inscrite en baisse par rapport à l'année 2013. Le taux d'inflation s'est établi à 5,3% contre 6,3% en 2013. Le reflux des pressions inflationnistes au niveau sous-régional s'explique, entre autres, par la politique budgétaire restrictive, qui s'est traduite par le resserrement des dépenses budgétaires, et une politique monétaire plus prudente.

**Graphique 3: Inflation en Afrique centrale en %**

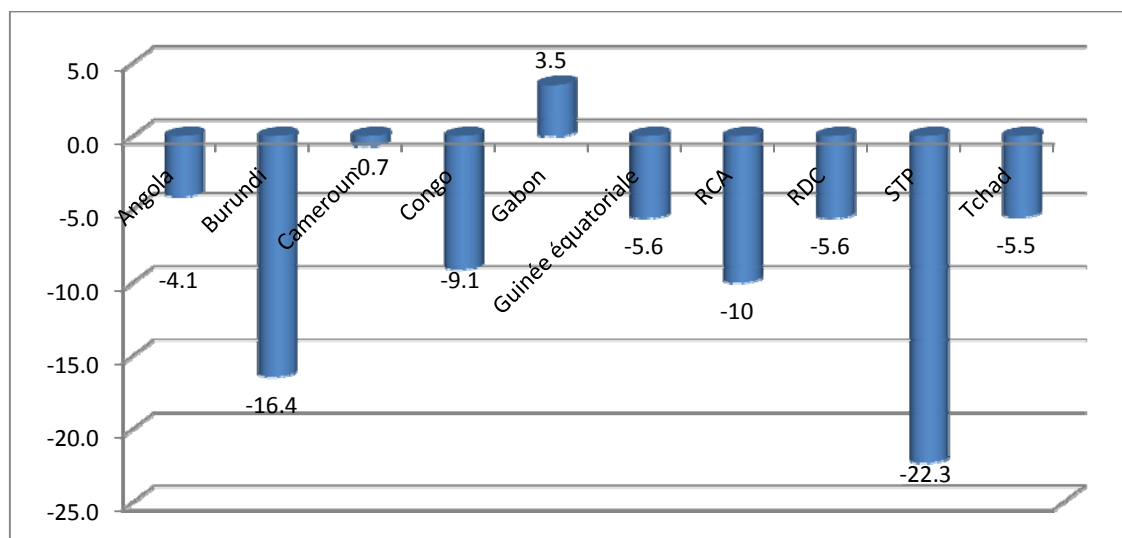


Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014), BEAC (2014)

## c. Finances publiques et dette

Les finances publiques en Afrique centrale se sont caractérisées en 2014 par une progression moins rapide des recettes budgétaires par rapport aux dépenses publiques. Exception faite du Gabon, la gestion des finances publiques s'est soldée par un déficit budgétaire, base engagements dans tous les pays de la sous-région en 2014.

**Graphique 4 : Soldes budgétaires, base engagements hors dons des pays de la CEEAC en 2014, en % du PIB**

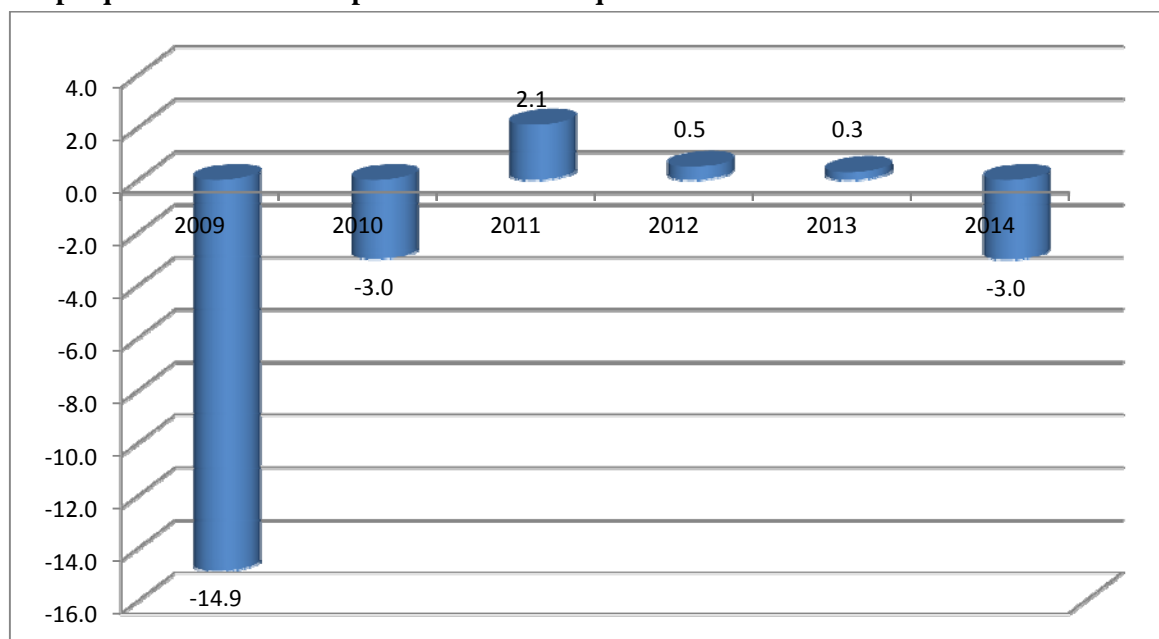


Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014), BEAC (2014)

En ce qui concerne le niveau d'endettement de la sous-région, il reste modéré. Il est à l'image de celui des pays africains qui ont bénéficié des mesures d'annulation grâce aux initiatives PPTE (pays pauvres très endettés) et IADM (initiative d'allègement de la dette multilatérale). S'agissant de la dette publique extérieure de la CEMAC, on peut constater que les évolutions des comptes extérieurs et budgétaires se sont traduites par un encours de la dette extérieure équivalent à 15,9% du PIB en 2014, en baisse par rapport à 2013 (16,8% du PIB). Parallèlement, les ratios du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires et du service de la dette par rapport aux exportations ont diminué à 9,1% et 4,9% en 2014, contre 9,8 et 5,1% en 2013 respectivement.

#### **d. Secteur extérieur**

S'agissant des échanges avec l'extérieur, le solde du compte courant de l'Afrique centrale a affiché un déficit de 3% du PIB en 2014 contre un excédent de 0,3% du PIB en 2013. Les soldes extérieurs courants sont déficitaires pour presque tous les pays de la sous-région excepté l'Angola et le Gabon.

**Graphique 5 : Solde du compte courant en Afrique centrale en % du PIB**

Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014), BEAC (2014)

Le déficit courant est notamment imputable aux dégradations des balances des services et des revenus qui sont structurels dans la plupart des pays de la sous-région. Le déficit de la balance des revenus est en général lié au rapatriement des bénéfices des entreprises multinationales, alors que le déficit de la balance des services est quant à lui en relation avec l'évolution des dépenses d'importation.

### 3. Perspectives économiques en 2015

Les perspectives pour 2015 prévoient un ralentissement de la croissance économique de l'Afrique centrale. Cette évolution s'expliquerait par une contreperformance du secteur pétrolier, dans un contexte de baisse des cours mondiaux du pétrole. Par conséquent, la croissance économique de la CEEAC devrait s'établir bien en deçà de la prévision initiale de 5,6% tandis que les finances publiques seraient mises à mal et les comptes extérieurs fragilisés.

### 4. Questions sociales

L'Afrique centrale a parcouru un long chemin depuis 2000, avec des avancées notables vers la réalisation de plusieurs des OMD<sup>1</sup>. Des progrès ont été enregistrés pour certains indicateurs tels que la scolarisation primaire, la parité entre les garçons et les filles dans le niveau d'éducation primaire, la couverture vaccinale et le ralentissement de la propagation du VIH/sida.

<sup>1</sup>Cf. Note de la CEA sur les réalisations des OMD et défis de l'Agenda de développement post 2015 en Afrique centrale.

Malgré ces avancées, il reste encore beaucoup d'efforts à fournir. En effet, malgré la hausse du taux de scolarisation dans les écoles primaires, la qualité de l'éducation reste un sujet de préoccupation et les progrès réalisés en matière d'OMD liés à la santé, tels que la mortalité infantile et maternelle et l'accès à l'assainissement sont insuffisants pour atteindre ces objectifs d'ici à 2015. Réduire les inégalités dans l'accès aux services sociaux de base reste également un défi majeur pour l'Afrique centrale et ces inégalités expliquent dans une large mesure la lenteur des progrès de la sous-région dans la réalisation des OMD relatifs à la santé.

En définitive l'évaluation des progrès vers la réalisation des OMD dans la sous-région indique la modestie des avancées mais également les défis à relever et les obstacles à surmonter en matière de développement humain. La traduction de la croissance économique en opportunités d'emplois décentes, en l'amélioration de prestations de services et en la réduction des inégalités de revenu et des sexes constitue encore un important défi à relever en Afrique centrale.

## II- Profils pays de l'Afrique centrale

### A. Angola



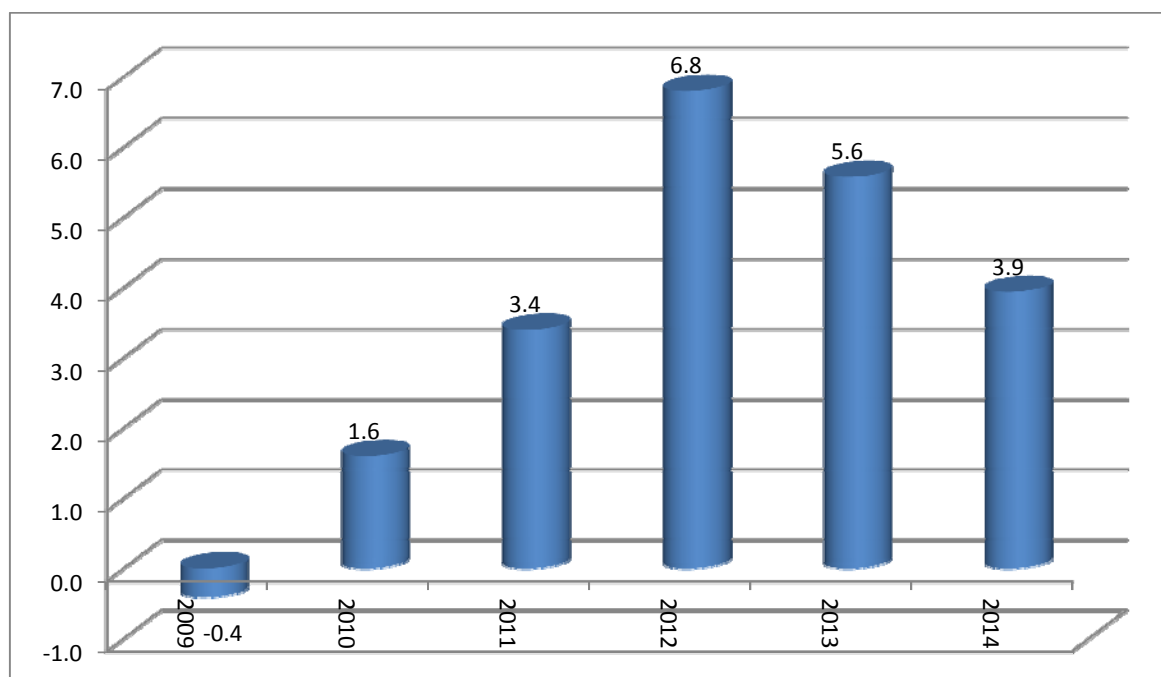
#### 1. Aperçu général

<b>Nom</b>	Angola
<b>Capital Administrative et Economique</b>	Luanda
<b>Régime politique</b>	République
<b>Monnaie</b>	Kwanza
<b>Population</b>	22,14 millions (2014)
<b>Taux de croissance de la population</b>	3,1 % (2013)
<b>PIB</b>	124.2 \$ milliards ( 2013)
<b>Produits principaux d'exportation</b>	Pétrole et gaz
<b>Espérance de vie</b>	51 ans

#### 2. Récents développements économiques

##### a. Croissance économique

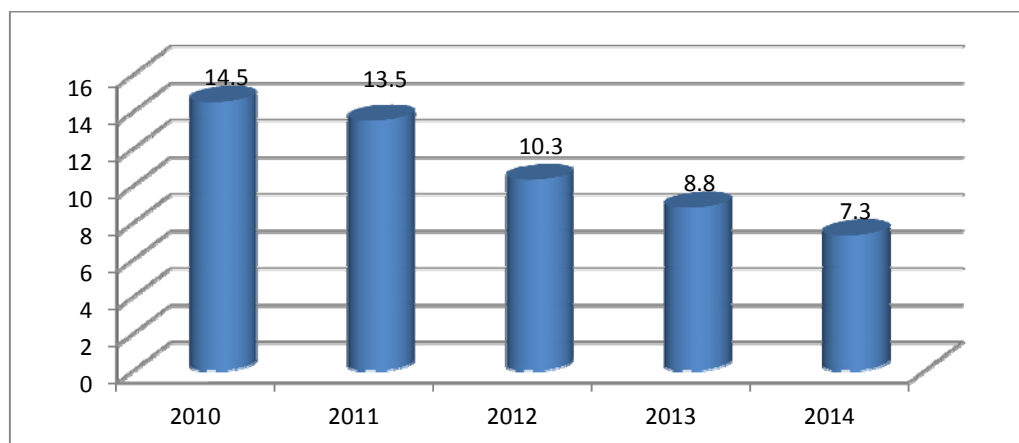
En 2014, l'économie angolaise a ralenti avec un taux de croissance du PIB estimé à 3,9 % contre 5,6% en 2013, dans un contexte caractérisé par un fléchissement du secteur pétrolier et par la mise en œuvre d'un programme de dépenses publiques destiné à encourager la diversification économique.

**Graphique A1 : Taux de croissance du PIB réel en Angola en %**

Source : FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

#### b. Inflation et situation monétaire

Le relâchement des pressions inflationnistes s'est poursuivi en 2014, en relation avec la réduction des prix mondiaux des denrées alimentaires et les mesures prises par la Banque Nationale d'Angola (BNA) pour stabiliser le taux de change nominal du kwanza contre le dollar. Le taux d'inflation s'est en effet contracté de 8,8 % en 2013 à 7,3 % en 2014, restant inférieur à l'objectif de 10,5 % fixé en octobre 2011 par le Comité de Politique Monétaire de la BNA.

**Graphique A2 : Taux d'inflation en Angola en %**

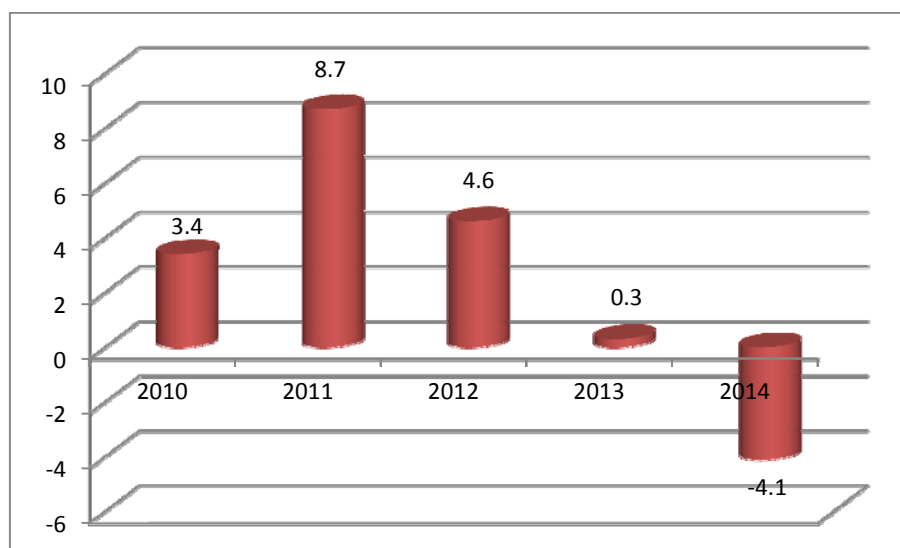
Source : FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

Au cours de l'année 2014, le Comité de Politique (CPM) Monétaire de la BNA a réduit son taux directeur de 150 points de base entre janvier et septembre, avant de l'augmenter de 25 points de base à 9 % en octobre. La situation monétaire a été caractérisée par une accélération de la masse monétaire au sens large qui a augmenté de 21,1 % en 2014, contre 14,3 % en 2013.

### c. Finances publiques et dette

En 2014, les finances publiques ont été marquées par la baisse des recettes provenant des taxes qui ont été affectées au cours de la première moitié de l'année par la chute de la production de pétrole et au second semestre par le repli des prix de cette matière première. Le ratio des recettes budgétaires totales au PIB s'est contracté de 41 % en 2013 à 37,5 % en 2014. Les dépenses totales rapportées au PIB ont quant à elles augmenté de 40,7 % à 41,6 % sur la même période. Au total, le solde budgétaire global hors dons est passé d'un excédent de 0,3 % du PIB en 2013 à un déficit de 4,1 % du PIB en 2014.

**Graphique A3 : Solde budgétaire base engagement hors dons en Angola en % du PIB**



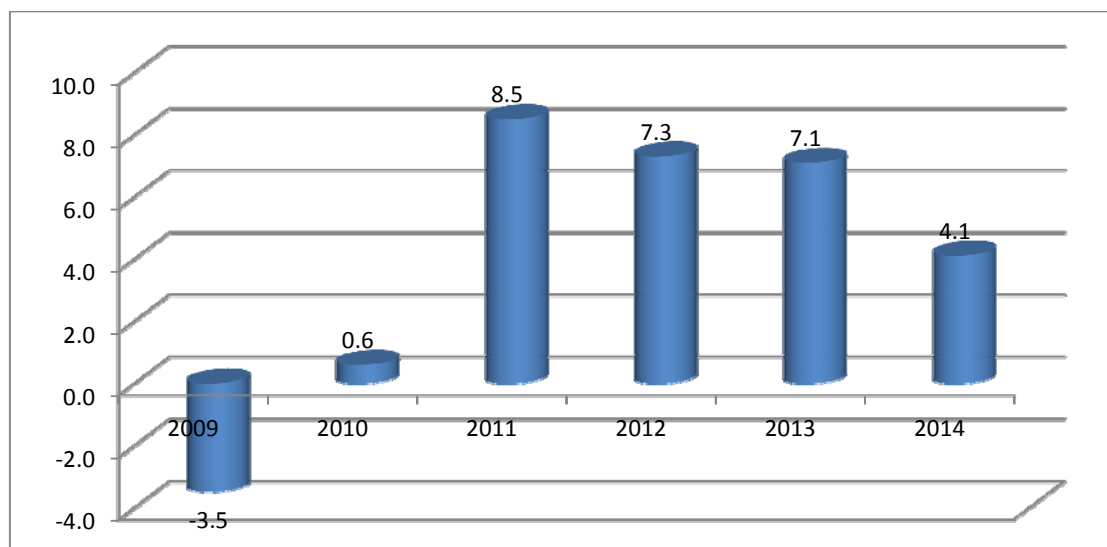
Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014).

L'endettement angolais reste essentiellement lié aux besoins de financement des dépenses publiques, notamment au processus de reconstruction nationale, caractérisé par la construction des écoles, des hôpitaux, des chemins de fer et la réhabilitation des aéroports dans tout le pays. Le ratio de la dette publique au PIB s'est accru de 34,6 % en 2013 à 38,4 % en 2014.

#### d. Secteur extérieur

La position extérieure de l'Angola reste satisfaisante en 2014. Le solde de la balance courante s'est réduit, passant de 7,1 % du PIB en 2013 à de 4,1 % en 2014, en raison de la diminution en valeurs des exportations de pétrole et de gaz et de l'alourdissement de la facture des importations de biens d'équipement imposé par la remise en état de l'infrastructure publique.

**Graphique A4 : Solde du compte courant en Angola en % du PIB**



Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014).

### 3. Perspectives économiques en 2015

La croissance de l'Angola devrait ralentir davantage en 2015 par rapport à 2014, en raison de la baisse des cours mondiaux du pétrole. Le taux d'inflation se maintiendrait à 7,3 % en 2015, dans un contexte de politique monétaire qui resterait restrictive. Le taux de croissance de la masse monétaire s'inscrirait en repli en 2015 à 19,6 %.

Le solde budgétaire s'établirait à -4,1 % du PIB, en relation avec la baisse des cours du pétrole et la poursuite des grands projets d'infrastructures dans les secteurs énergétiques, portuaires et des télécommunications.

L'excédent du compte courant devrait retomber à 2% du PIB en 2015, du fait de la baisse des recettes à l'exportation de pétrole.

### 4. Questions sociales

Depuis la fin de la guerre civile en 2002, les pouvoirs publics angolais ont significativement accru le bien-être de la population en améliorant les conditions de logement (en particulier dans les zones rurales), et en élargissant la couverture des services de santé, d'adduction d'eau et de fourniture



d'électricité. Le nombre d'Angolais vivant en dessous du seuil de pauvreté de 1 dollar par jour en parité de pouvoir d'achat est descendu de 54,3 % en 2000 à 43,4% en 2009. La pauvreté demeure toutefois problématique au regard des richesses naturelles abondantes du pays.

Les autorités angolaises ont également engagé des efforts pour atteindre les OMD<sup>2</sup> relatifs à l'éducation primaire universelle, et consacrent actuellement 28,6 % du budget total à ce cycle d'enseignement. Par ailleurs, plus de 95 000 nouveaux enseignants ont été recrutés entre 2006 et 2012, et l'État a investi dans la création de 29 écoles primaires en 2012 dans le but de faire face à l'augmentation du taux de scolarisation dans le primaire, qui s'établit actuellement à 86 %.

## **5. Réformes en cours et perspectives**

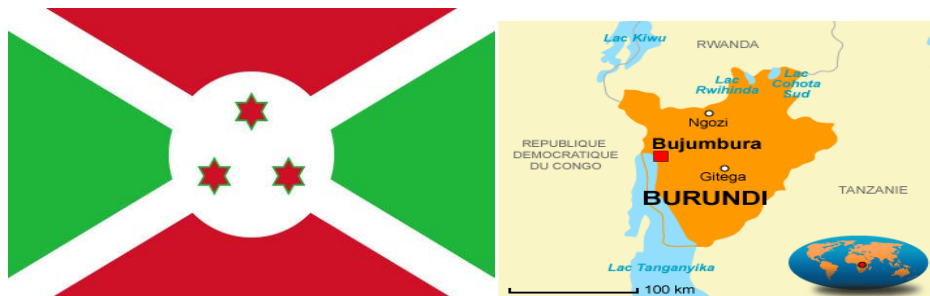
L'Angola a fait des progrès considérables en termes des réformes économiques et politiques depuis la fin de la guerre. Toutefois, le pays continue de faire face à des défis majeurs de développement qui comprennent la réduction de la dépendance au pétrole et la diversification de l'économie, la reconstruction de son infrastructure, l'amélioration des capacités institutionnelles, la gouvernance, les systèmes de gestion des finances publiques, les indicateurs de développement humain et les conditions de vie de la population.

En tant que pays en développement riche en ressources, des bonnes politiques budgétaires pour l'Angola sont essentielles à sa croissance à moyen terme. Des politiques budgétaires efficaces peuvent faciliter la stabilisation de l'économie contre les chocs extérieurs et des investissements publics, notamment dans les infrastructures. En outre, un mécanisme efficace pour transformer les revenus du secteur minier en biens publics précieux capables de soutenir la diversification économique et la croissance inclusive est essentiel.

---

<sup>2</sup>Pour plus de détails voir la note de la CEA sur les réalisations des OMD et défis de l'Agenda de développement post 2015 en Afrique centrale.

## B. Burundi



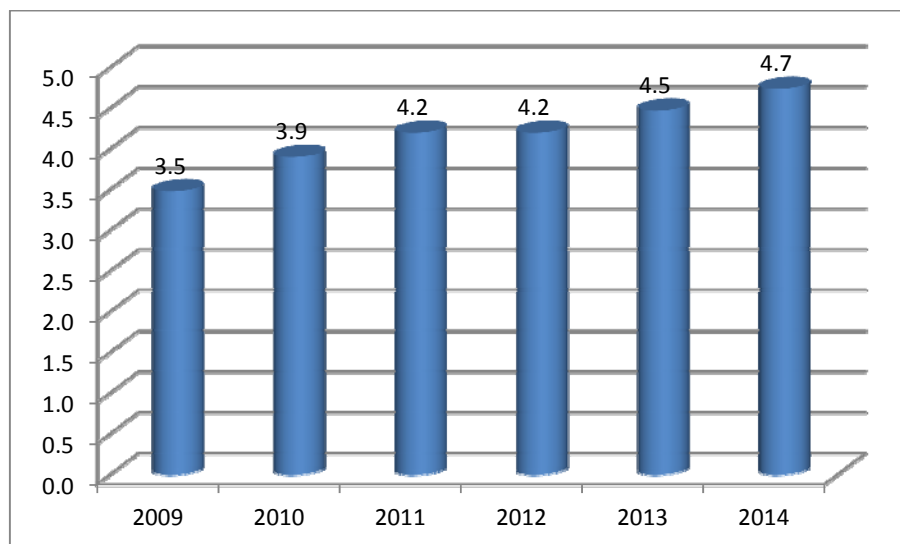
### 1. Généralités

<b>Nom</b>	Burundi
<b>Capital Administrative et Economique</b>	Bujumbura
<b>Régime politique</b>	République
<b>Monnaie</b>	Franc burundais (BIF)
<b>Population</b>	10,43 millions (2014)
<b>Taux de croissance de la population</b>	3,1 % (2013)
<b>PIB</b>	2,715 \$ milliards (2013)
<b>Produits principaux d'exportation</b>	café et thé
<b>Espérance de vie</b>	54 ans

### 2. Récents développements économiques

#### a. Croissance économique

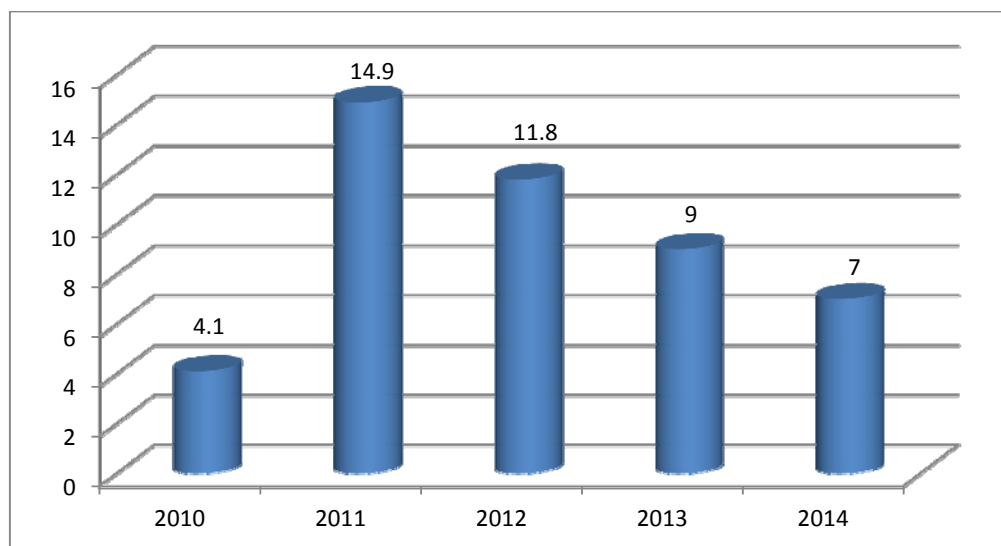
La situation de l'économie burundaise est restée favorable en 2014, avec une croissance de 4,7% proche du niveau de 2013. Ce résultat qui est conforme aux prévisions établies en début d'année par les autorités burundaises s'explique par une bonne tenue des cours mondiaux du café arabica, conjuguée à une hausse de la production de cette matière première.

**Graphique B1 : Taux de croissance du PIB réel au Burundi en %**

Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

#### b. Inflation et situation monétaire

Le taux d'inflation s'est établi à 7 % en 2014 contre 9 % en 2013. Cette contraction résulte de la baisse des prix internationaux des produits énergétiques et alimentaires.

**Graphique B2 : Taux d'inflation au Burundi en %**

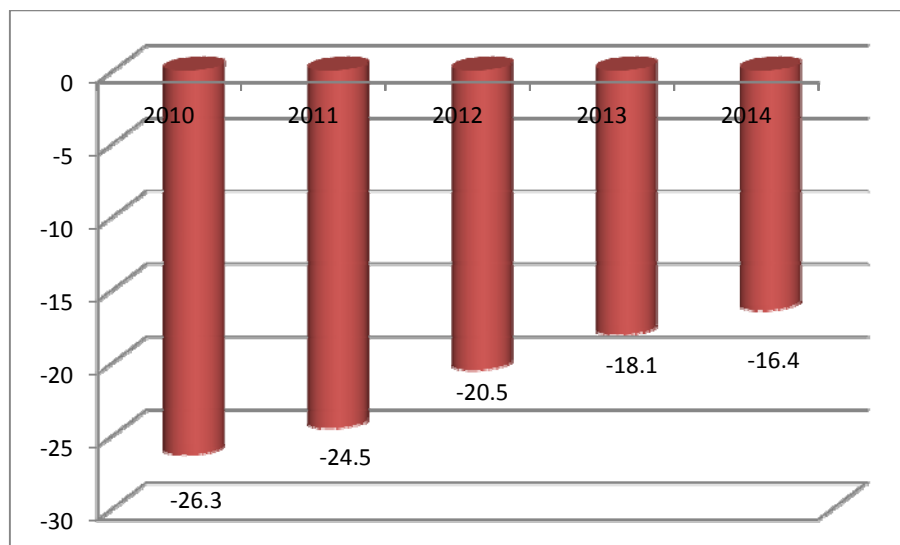
Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

Compte tenu du reflux des tensions inflationnistes, la Banque de la République du Burundi (BRB) a desserré sa politique monétaire en début d'année 2014, ce qui a permis d'élargir le crédit intérieur. L'accroissement de la masse monétaire a été de 13,2 % en 2014 contre 11,9 % en 2013.

### c. Finances publiques et dette

Les réformes de la gestion des finances publiques entreprises par les autorités ont bien progressé en 2014, avec notamment l'unification de la base de données des fonctionnaires et la préparation d'une nouvelle loi sur la gestion de la dette publique.

**Graphique B3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons, au Burundi en % du PIB**



Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

Les recettes intérieures ont atteint un niveau de 13,6 % du PIB en 2014 contre 13,3 % en 2013, les mesures adoptées en matière de recettes et le produit des ventes de licences de télécommunications ayant contribué au second semestre à inverser les moins values de recettes enregistrées au premier semestre. Les dépenses publiques ont représenté pour leur part 29,9 % du PIB en 2014, en recul par rapport au niveau de 31,4 % enregistré en 2013. Par conséquent, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, a atteint 16,4 % du PIB en 2014 contre 18,1 % en 2013. Le taux de pression fiscale est ressorti à 13,8 % en 2014.

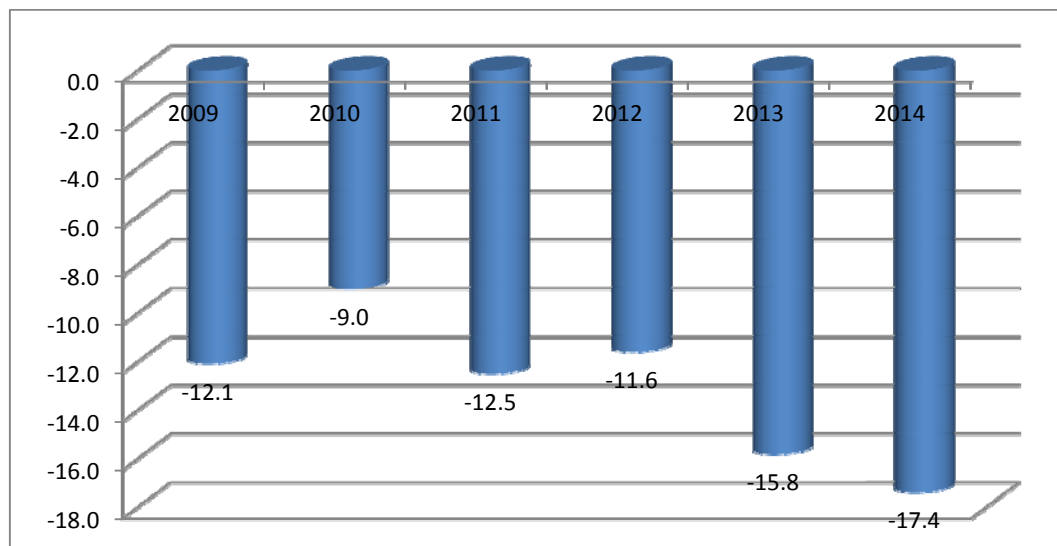
La situation actuelle de la dette au Burundi indique que l'encours de la dette extérieure publique rapporté au PIB est estimé à 30 % en 2014 contre 31,8 % en 2013.

### d. Secteur extérieur

S'agissant des échanges avec l'extérieur du Burundi, le déficit des transactions courantes, s'est creusé en passant de -15,8 % du PIB en 2013 à -17,4 % du PIB en 2014. Le déficit quasi structurel de la balance des transactions courantes est imputable, entre autres, à l'étroitesse de la base des exportations du pays. Ces dernières sont en effet dépendantes (à plus de 70 %) de deux produits, le

café et le thé. Les importations en revanche sont en grande partie constituées de produits manufacturés, reflétant la faiblesse de l'industrie locale.

**Graphique B4 : Solde du compte courant au Burundi en % du PIB**



Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

### 3. Perspectives économiques en 2014

Le taux de croissance devrait légèrement progresser en 2015, à 4,8% en liaison avec une augmentation attendue de la production de café. Toutefois, cette prévision est tributaire des conditions météorologiques qui ont une grande influence sur les performances du secteur du café.

Les prévisions indiquent que l'inflation reculerait à 5,4 % en 2015, en raison du tassement attendu des prix internationaux des hydrocarbures. L'accroissement de la masse monétaire se situerait à 11,7 % en 2015.

Pour ce qui est des finances publiques, le déficit budgétaire ne se réduirait que légèrement en 2015 pour se situer à 16,2 % du PIB, dans un contexte d'élections et de poursuite des activités d'investissement public, notamment dans la construction de routes et la production d'énergie, et au démarrage de la phase pilote de l'exploitation des mines de nickel. En ce qui concerne les prévisions relatives à l'encours de la dette extérieure par rapport au PIB, ce ratio continuerait de reculer pour se situer à 28,5 % du PIB en 2015.

Le déficit du compte courant devrait se creuser légèrement à -17,7% du PIB en raison de la détérioration moins prononcée de la balance commerciale suite à la baisse des coûts d'importation du pétrole.

#### **4. Questions sociales<sup>3</sup>**

La pauvreté est importante au Burundi avec 81,3% de la population disposant de moins de 1,25 dollar par jour en parité du pouvoir d'achat en 2006. Cette situation préoccupante explique la prise en compte dans le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte Contre la Pauvreté de deuxième génération (CSLP-II) de mesures visant à faire reculer la pauvreté, à travers les différents axes stratégiques. L'institutionnalisation du processus de Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) est à cet égard un jalon important pour déployer des plans d'actions prioritaires doublés de mécanismes de suivi et d'évaluation de la pauvreté.

#### **5. Réformes en cours et perspectives**

En dépit des contraintes que connaît le pays, l'accès du public aux services sociaux de base s'est amélioré au cours des dernières années, avec la scolarisation primaire atteignant près de 100 tandis que les programmes de protection sociale dans les secteurs de la santé et de l'éducation ont porté leurs fruits. En 2014, les autorités ont continué à poursuivre des politiques visant, entre autres, à moderniser le secteur agricole.

En 2015, compte tenu des incertitudes pesant sur l'aide extérieure dans les années à venir, le gouvernement entend mettre l'accent sur la mobilisation des recettes intérieures à travers la poursuite des réformes de l'administration fiscale, notamment la simplification des procédures, la mise en place d'un régime fiscal souple, l'élargissement de l'assiette fiscale, la décentralisation et la modernisation des structures de collecte ainsi que l'harmonisation du système fiscal avec la réglementation de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

---

<sup>3</sup>Pour plus de détails voir la note de la CEA sur les réalisations des OMD et défis de l'Agenda de développement post 2015 en Afrique centrale.

## C. Cameroun



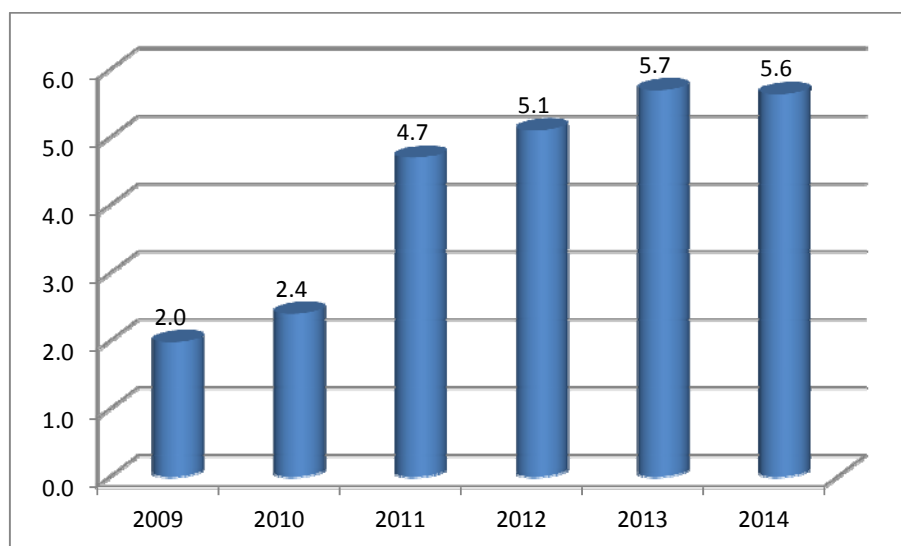
### 1. Aperçu général

<b>Nom</b>	Cameroun
<b>Capital Administrative</b>	Yaoundé
<b>Capital Economique</b>	Douala
<b>Régime politique</b>	République
<b>Monnaie</b>	Franc CFA
<b>Population</b>	22,82 millions (2014)
<b>Taux de croissance de la population</b>	2,5 (2013)
<b>PIB</b>	29,57 \$ milliards (2013)
<b>Produits principaux d'exportation</b>	pétrole, cacao brut en fèves, bois scié, bois brut en grumes, caoutchouc brut et coton brut
<b>Espérance de vie</b>	55 ans (2012)

### 2. Récents développements économiques

#### a. Croissance économique

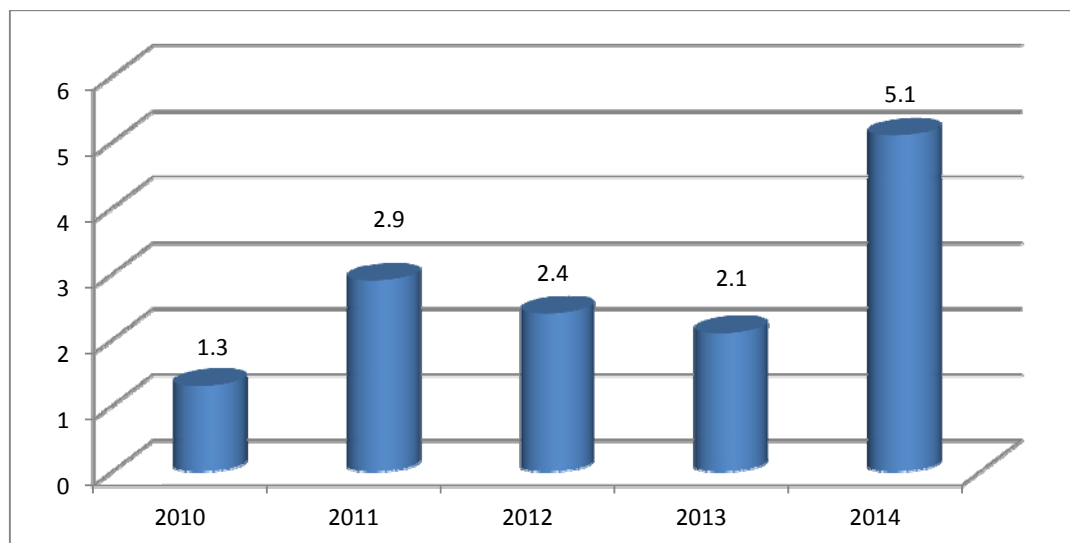
Le taux de croissance du Cameroun est estimé à 5,6 % en 2014, c'est-à-dire à un niveau quasiment inchangé par rapport à 2013. Comme en 2013, la croissance a été tirée par les activités dans les transports et les télécommunications, l'agriculture vivrière, les industries agroalimentaires, la sylviculture ainsi que les Bâtiments et Travaux Publics (BTP).

**Graphique C1 : Taux de croissance du PIB réel au Cameroun en %**

Source : BEAC 2014

#### b. Inflation et situation monétaire

Le taux d'inflation a augmenté de 2,1 % en 2013 à 5,1 % au cours de l'année 2014, en relation avec la révision à la hausse depuis le 1er juillet 2014 des prix à la pompe des carburants et du gaz domestique ainsi que la situation d'engorgement observée au port autonome de Douala. Il s'est donc hissé au-dessus du niveau de la norme de 3 % fixée dans le cadre de la surveillance multilatérale.

**Graphique C2 : Taux d'inflation au Cameroun en %**

Source : BEAC 2014

A fin décembre 2014, la situation monétaire a été caractérisée par une légère baisse des avoirs extérieurs nets de 0,3 %, une hausse des créances nettes sur l'Etat de 7,5 %, une augmentation des

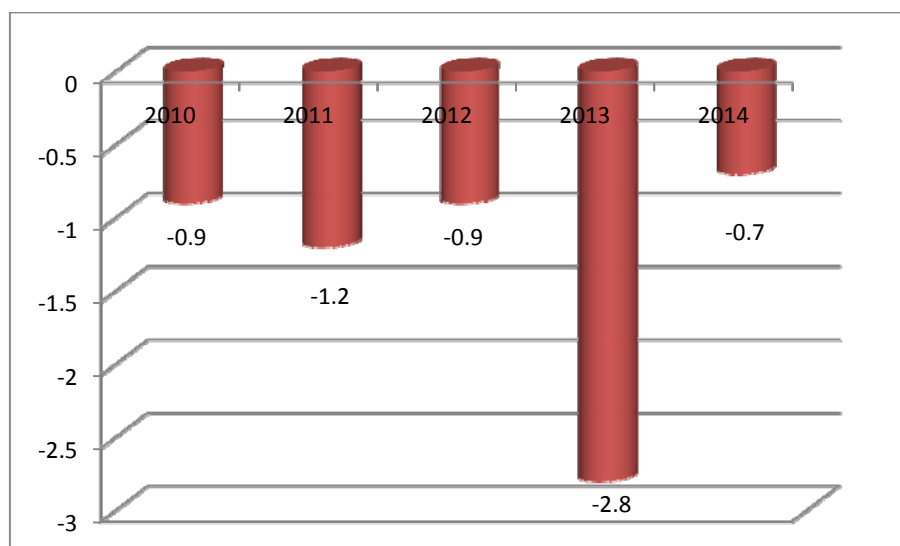


crédits à l'économie de 8,8 % et, en définitive, une augmentation de 4,7 % de la masse monétaire, contre une hausse de 11,6 % en 2013.

### c. Finances publiques et dette

Les recettes budgétaires totales ont représenté 18,7 % du PIB en 2014 contre 18,2 % du PIB en 2013. Cette évolution procède de l'accroissement des recettes pétrolières et non pétrolières représentant respectivement 5,3 % et 13,4 % du PIB. En ce qui concerne les dépenses budgétaires, elles ont diminué en s'établissant à 19,4 % du PIB en 2014 contre 21 % du PIB en 2013, en relation avec la baisse des dépenses en capital de 7,3 % du PIB à 5,9 % du PIB sur la même période consécutive à la réduction du programme d'investissement financé sur ressources extérieures et, dans une moindre mesure, celle des dépenses courantes qui ont reculé de 13,6 % du PIB en 2013 à 13,5 % du PIB en 2014. En définitive, le déficit budgétaire, base engagements hors dons s'est allégé de 2,8 % du PIB en 2013 à 0,7 % du PIB en 2014.

**Graphique C3 : Solde budgétaire, base engagements hors dons au Cameroun en % du PIB**



Source : BEAC 2014

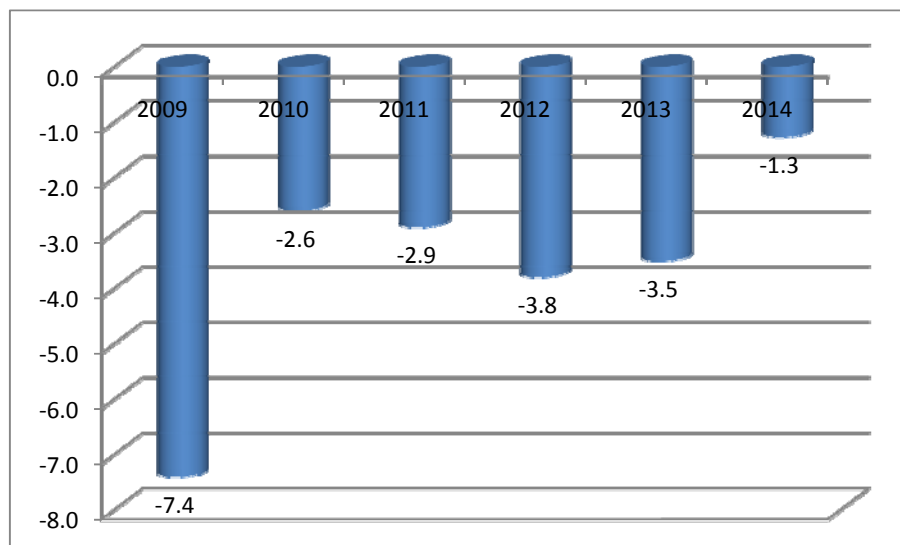
Il est à noter que le Cameroun a respecté le critère de convergence macroéconomique de la CEMAC portant sur le solde budgétaire de base rapporté au PIB (positif ou nul) en 2014.

Les évolutions des comptes extérieurs et des finances publiques se sont traduites par une dégradation du ratio de l'encours de la dette extérieure par rapport au PIB qui s'est situé à 11,3 % en 2014 contre 10,6 % en 2013. S'agissant du ratio du service de la dette sur les exportations, il a reculé de 2,8 % en 2013 à 2,7 % en 2014. Il est à noter qu'en 2014, le Cameroun a continué à respecter le critère de convergence de la CEMAC relatif au taux d'endettement public (inférieur ou égal à 70 %).

#### d. Secteur extérieur

S'agissant des échanges avec l'extérieur, les transactions courantes, transferts publics inclus se sont soldées par un déficit moins profond de 1,3% du PIB en 2014 contre 3,5 % du PIB en 2013, en liaison avec une amélioration des recettes d'exportations.

**Graphique C4 : Solde du compte courant au Cameroun en % du PIB**



Source : BEAC 2014

### 3. Perspectives économiques en 2015

La consolidation de la reprise de l'activité économique au cours de l'année 2014 devrait se poursuivre en 2015, avec une croissance projetée à 6,1%, soutenue par le secteur non pétrolier. L'activité de ce dernier resterait vigoureuse en liaison avec le dynamisme des activités dans les branches traditionnelles comme l'agriculture, les BTP et les services.

En 2015, le taux d'inflation s'établirait à 2,6 %, en relation avec la modération des prix internationaux du pétrole ainsi que la réglementation des prix et la subvention des importations des produits alimentaires pratiqués par le gouvernement. Le taux de progression de la masse monétaire augmenterait pour se fixer à 10,7 %.

Quant au déficit budgétaire, il s'aggraverait à 1,4 % du PIB, sous l'effet de la poursuite d'une politique budgétaire expansionniste. L'encours de la dette extérieure rapporté au PIB continuerait à se détériorer en 2015 et se situerait à 13,2 %. S'agissant du ratio du service de la dette sur les exportations, il passerait à 4 % en 2015.

Pour ce qui est des échanges avec l'extérieur les prévisions de la BEAC indiquent que le déficit courant devrait s'établir à 0,5% du PIB.

#### 4. Questions sociales

La croissance économique vigoureuse tarde à se traduire en une réduction substantielle de la pauvreté au Cameroun. S'agissant des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), des progrès remarquables ont été enregistrés dans les domaines de l'éducation primaire, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la protection de l'environnement et du partenariat mondial pour le développement. Par contre, il y a eu de faibles avancées en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, l'emploi des jeunes, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle et la lutte contre le VIH/Sida et les autres maladies. Il est à noter que près de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec d'importantes inégalités et disparités régionales.

Le gouvernement a adopté en avril 2003 un document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) dont l'objectif est de parvenir à un taux de pauvreté de 25,2 % en 2015 (soit une réduction de moitié du taux de 1996 de 53,3 %, avec un taux intermédiaire de 37,1 % en 2007). Il a pour cela ciblé un taux annuel moyen de croissance de 7 % sur la période. Or les taux de croissance enregistrés au cours des dernières années atteignent difficilement les 5 %. Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), orienté essentiellement vers les secteurs sociaux prioritaires, projette de ramener le taux de pauvreté à 28,7 % en 2020.

#### 5. Réformes en cours pour la transformation économique

En 2013, le Cameroun a enregistré une croissance soutenue, un taux d'inflation relativement maîtrisé, des marges de manœuvre budgétaires plus réduites et une balance commerciale en déséquilibre. Ce pays a continué d'enregistrer un endettement modéré après l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2006, avec un risque de surendettement faible.

La vision à long terme intitulée « Cameroun Vision 2035 » a été formulée en 2009 dans l'objectif de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035. La stratégie adossée à cette vision s'articule en trois phases :

- La Phase 1 couvrant la période 2010-2019 et visant à jeter les bases d'une croissance forte, grâce à d'importants investissements dans les infrastructures et la modernisation rapide de l'appareil de production. A ce titre, les travaux de construction du Port en eau profonde et de la centrale à gaz de Kribi, des barrages hydroélectriques de Lom Pangar et Memve'ele (lancés en 2012), du deuxième pont sur le Wouri et de la fibre optique backbone sont en cours ;
- La Phase 2 qui s'étendra de 2020 à 2027 et se focalisera sur les voies et moyens de maintenir la croissance à un rythme élevé, de réaliser même avec retard les Objectifs du Millénaire

- pour le Développement (OMD) et de mobiliser largement la collectivité nationale dans la lutte contre les effets des changements climatiques ;
- La Phase 3 couvrant la période 2028-2035, au bout de laquelle le pays devra avoir atteint le stade de pays émergent, ouvert sur le monde et s'appuyant sur une structure de production et d'exportation à dominance industrielle.

En ce qui concerne plus particulièrement la stratégie industrielle du Cameroun à moyen terme, les objectifs affichés sont de : (i) faire de l'essor industriel le moteur du développement du pays ; (ii) faire émerger un secteur manufacturier compétitif nécessaire pour générer des ressources, soutenir la croissance, l'emploi, les exportations et l'intégration à l'économie mondiale ; (iii) s'appuyer sur le développement des infrastructures, l'allègement des coûts des facteurs et la promotion de nouveaux modes de financement.

Dans le cadre de la stratégie industrielle, l'idée est de mettre l'accent sur l'industrialisation par la promotion des exportations à travers la transformation et la valorisation des matières premières. A ce propos, l'Édition 2013 du Rapport Économique sur l'Afrique a révélé que l'élargissement de la chaîne de valeur du cacao du Cameroun au-delà de la production de fèves pour le marché européen se heurte à la vétusté de l'outil de production, la mauvaise qualité des matières premières et la faiblesse des compétences et des infrastructures. Il s'agira également d'améliorer la productivité des entreprises et de promouvoir la densification du tissu national des entreprises.

Ses six principaux axes sont : (i) la Révolution agricole ; (ii) le Développement des industries extractives ; (iii) la Promotion des PME/PMI et mise à niveau des entreprises ; (iv) la Compétitivité des filières à fort potentiel de croissance et de création d'emplois ; (v) l'Amélioration du climat des affaires ; (vi) le Développement de la recherche et l'innovation et de la normalisation technique.

## D. Congo



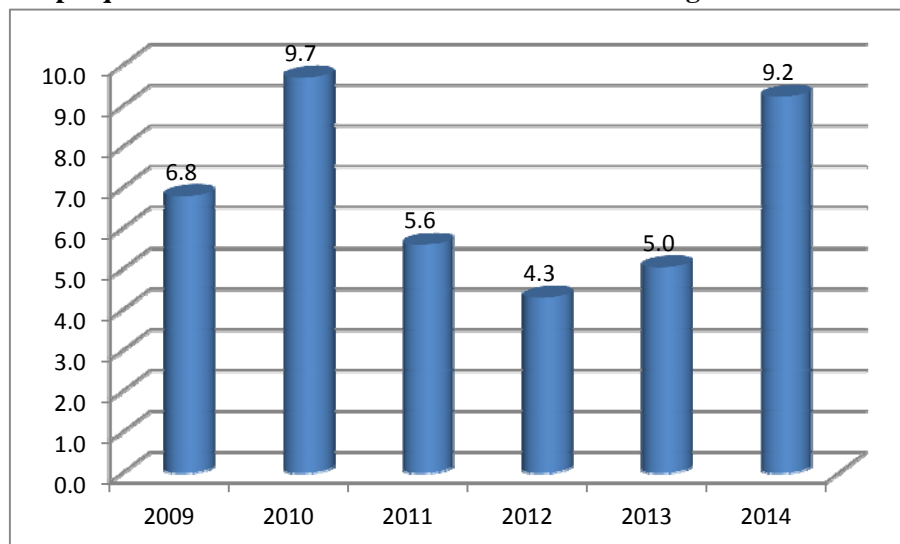
### 1. Aperçu général

<b>Nom</b>	Congo
<b>Capital Administrative</b>	Brazzaville
<b>Capital Economique</b>	Pointe Noire
<b>Régime politique</b>	République
<b>Monnaie</b>	Franc CFA
<b>Population</b>	4,559 millions (2014)
<b>Taux de croissance de la population</b>	2,5 (2013)
<b>PIB</b>	14,09 \$ milliards (2013)
<b>Produits principaux d'exportation</b>	Pétrole, bois et sucre
<b>Espérance de vie</b>	58 ans ( 2012)

### 2. Récents développements économiques

#### a. Croissance économique

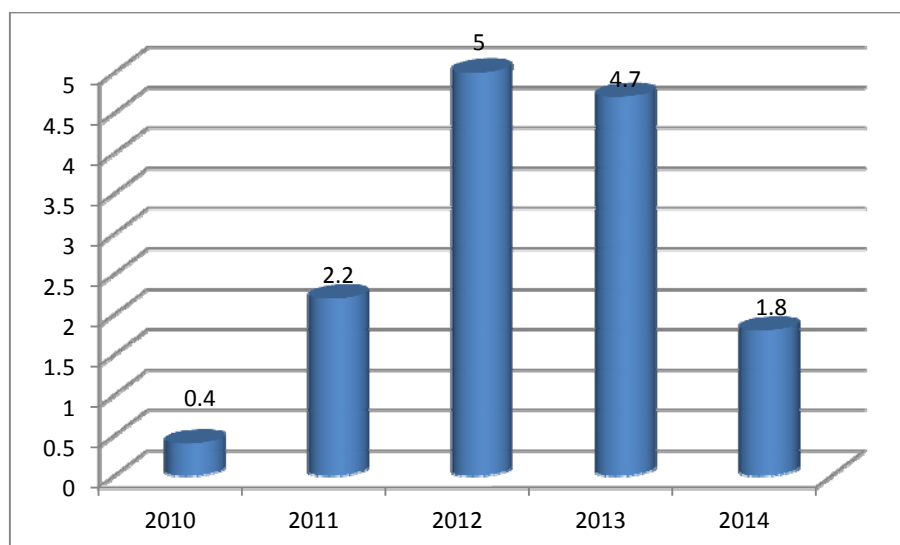
La croissance économique a atteint 9,2% en 2014, niveau supérieur à celui de 5% enregistré en 2013, grâce au dynamisme des activités forestières, du bâtiment et travaux publics (BTP) et du secteur des télécommunications. Cette bonne performance est également liée aux investissements publics, notamment dans les secteurs de l'énergie et des transports.

**Graphique D1 : Taux de croissance du PIB réel au Congo en %**

Source : BEAC 2014

#### b. Inflation et situation monétaire

L'année 2014 a été marquée par la poursuite du relâchement des tensions inflationnistes, en liaison avec la baisse des prix des denrées alimentaires. Le taux d'inflation a reculé de 4,7 % en 2013 à 1,8 % en 2014, revenant en-dessous la norme communautaire de 3 %.

**Graphique D2 : Taux d'inflation au Congo en %**

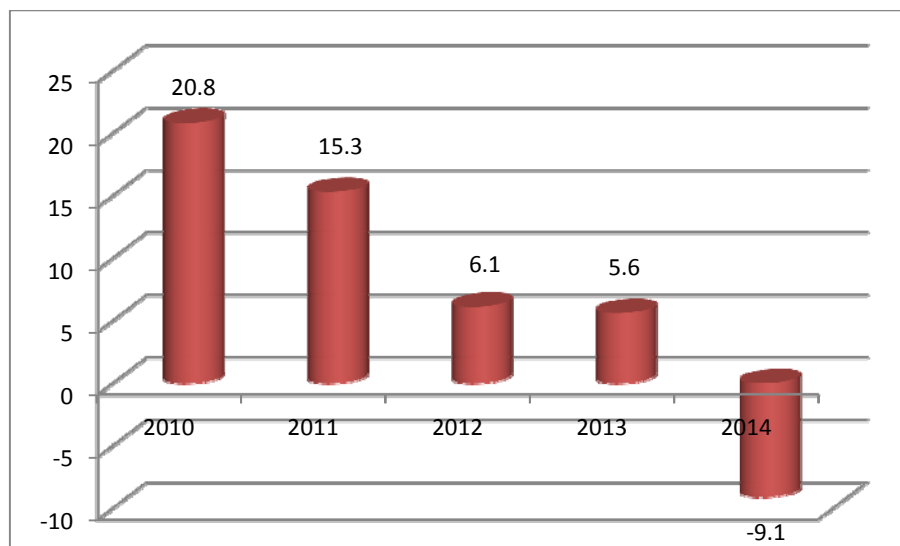
Source : BEAC 2014

Dans le domaine monétaire, l'évolution des principaux agrégats du Congo au 31 décembre 2014 a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets de 4,7 %, une contraction des créances nettes sur l'Etat de 18 % et une hausse du crédit à l'économie de 21,6 %. En conséquence, la masse monétaire s'est accrue de 10,8 % en 2014 contre 0,8 % en 2013.

### c. Finances publiques et dette

Les recettes publiques totales ont diminué, pour atteindre 40,8 % du PIB en 2014, contre 44,5 % du PIB en 2013. Les recettes pétrolières ont baissé de 33,3 % du PIB en 2013 à 27 % du PIB en 2014, tandis que les recettes non pétrolières ont représenté 13,8 % du PIB en 2014 contre 11,1 % du PIB en 2013. Les dépenses publiques totales sont passées de 38,9 % du PIB en 2013 à 50 % du PIB en 2014, suite à l'accélération des dépenses s'infrastructures du gouvernement. En définitive, la gestion des finances publiques s'est soldée par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons équivalent à 9,1 % du PIB en 2014 contre un excédent de 5,6 % du PIB une année plus tôt.

**Graphique D3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons au Congo en % du PIB**



Source : BEAC 2014

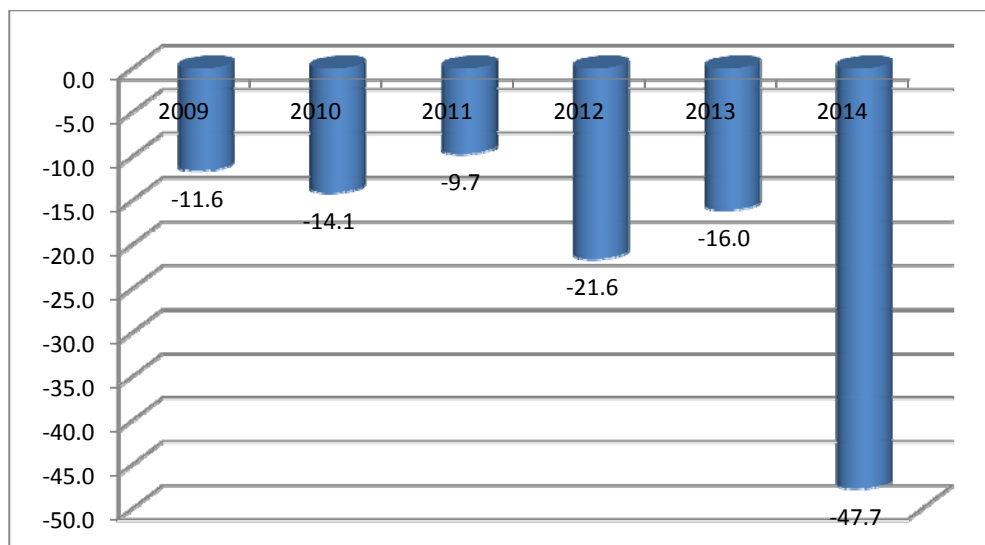
Le Congo n'a pas respecté le critère de convergence macroéconomique de la CEMAC portant sur le solde budgétaire de base rapporté au PIB en 2014.

Les évolutions des comptes extérieurs et des finances publiques se sont traduites par une détérioration des ratios d'endettement de l'Etat. Ainsi, l'encours de la dette extérieure par rapport au PIB s'est situé à environ 34,7 % en 2014 contre 31,6 % en 2013. En outre, le ratio du service de la dette par rapport aux exportations est passé à 2,7 % en 2013 à 4,1 % en 2014. Le Congo a de nouveau respecté le critère de convergence de la CEMAC relatif au taux d'endettement public en 2014.

#### d. Secteur extérieur

Au niveau des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes en 2014 s'est aggravé à 47,7% du PIB contre 16% du PIB en 2013 en raison des contre-performances enregistrées par les balances commerciales, des services et des revenus.

**Graphique D4 : Solde du compte courant au Congo en % du PIB**



Source : BEAC 2014

### 3. Perspectives économiques en 2015

Les perspectives macroéconomiques pour 2015 laissent entrevoir une accélération de la croissance qui s'établirait à 9,4%. L'activité économique serait soutenue par le dynamisme du secteur forestier, du BTP et des télécommunications ainsi que la poursuite du programme d'investissements de l'État pour mettre à niveau les infrastructures économiques du pays. Toutefois la baisse continue des cours du pétrole observée à partir du second semestre de 2014 pourrait se traduire par une croissance du PIB plus faible en 2015.

Les pressions inflationnistes au Congo devraient se réduire en 2015 se traduisant par une inflation de 1,5 %, en relation avec la baisse des prix des produits alimentaires et des hydrocarbures ainsi que l'amélioration de l'offre de produits alimentaires sur le marché domestique. La situation monétaire se caractériserait au cours de l'année 2015 par une accélération de la masse monétaire de 15,9 %. Les prévisions pour 2015 indiquent un approfondissement du déficit budgétaire base engagements hors dons à 12 % du PIB, consécutif au repli des cours du pétrole et à l'accélération des dépenses liée à l'organisation à Brazzaville en Septembre 2015 des XIe Jeux Africains. La situation de la dette continuerait de se dégrader en 2015 où il est prévu un ratio de l'encours de la dette extérieure rapporté au PIB de 38,1 % et un ratio du service de la dette par rapport aux exportations de 4,7 %.



Quant aux échanges avec l'extérieur, il est attendu un alourdissement du déficit des transactions courantes à 50,7% du PIB, suite à une baisse des recettes à l'exportation du pétrole.

#### **4. Questions sociales<sup>4</sup>**

Malgré les progrès réalisés sur le plan économique au cours des dernières années, les résultats du Congo sur le plan social restent mitigés. L'incidence de la pauvreté monétaire au niveau national reste élevée (44 % de la population totale), avec des disparités importantes entre zones urbaines et rurales. Toutefois, selon les conclusions préliminaires du troisième rapport national sur le suivi des progrès vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en République du Congo, validé le 3 septembre 2013, le pays a fait des progrès notables dans la réalisation des cibles relatives à l'éducation primaire et à la santé. Il ressort de ce document que les efforts que le gouvernement a consentis ont placé le Congo sur une bonne trajectoire pour l'atteinte des OMD grâce notamment, en matière d'éducation, à l'abolition des frais scolaires, la gratuité des manuels, les cantines scolaires, le recrutement d'enseignants; et en matière de santé, grâce à la gratuité de la césarienne, des vaccins, des traitements antirétroviraux.

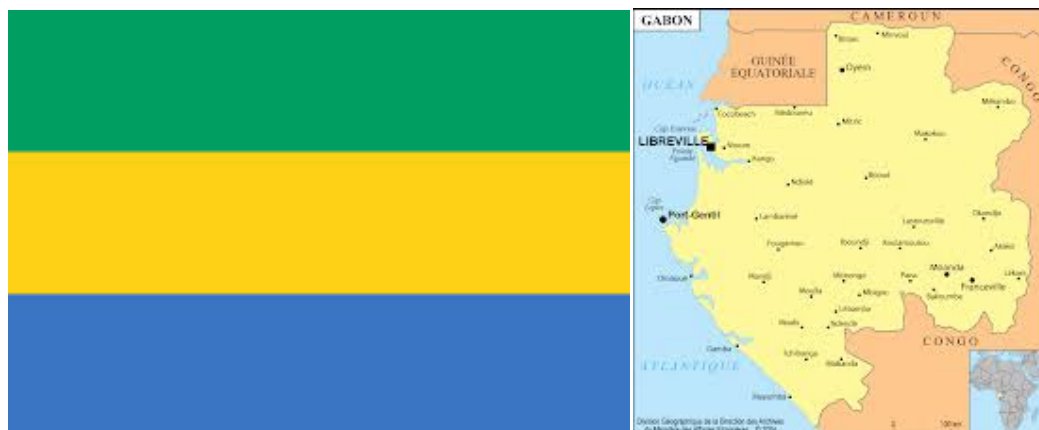
#### **5. Réformes en cours et perspectives**

Les importantes ressources naturelles du Congo, dont principalement le pétrole, offrent au pays des bases solides pour la transformation structurelle de son économie. Conscientes du rôle important que peuvent jouer ces dernières dans la transformation structurelle de l'économie, les autorités congolaises entendent augmenter leurs efforts pour la mise en place des conditions favorables à leur utilisation optimale. Le gouvernement congolais a prévu l'accélération de la construction d'infrastructures compétitives, en particulier le rétablissement en cours du corridor de transport routier et ferroviaire entre le port de Pointe-Noire et Brazzaville. Les autorités congolaises prévoient également: (i) la mise en place de Zones Economiques Spéciales (ZES) et une Agence de promotion des investissements pour développer les secteurs porteurs de l'économie; (ii) la mise en place d'une banque de développement des PME; (iii) la création d'écoles et d'instituts spécialisés tournés vers les métiers et les besoins des secteurs à fort potentiel de croissance (iv) la promotion de la transformation locale des ressources grâce à des subventions et des incitations fiscales; et (v) l'accélération de la mise en œuvre du Plan d'action global pour l'amélioration du climat des affaires. Enfin, le Gouvernement a lancé un programme forestier et environnemental en vue d'évaluer les ressources et d'améliorer la gestion des concessions.

---

<sup>4</sup>Pour plus de détails voir la note de la CEA sur les réalisations des OMD et défis de l'Agenda de développement post 2015 en Afrique centrale.

## E. Gabon



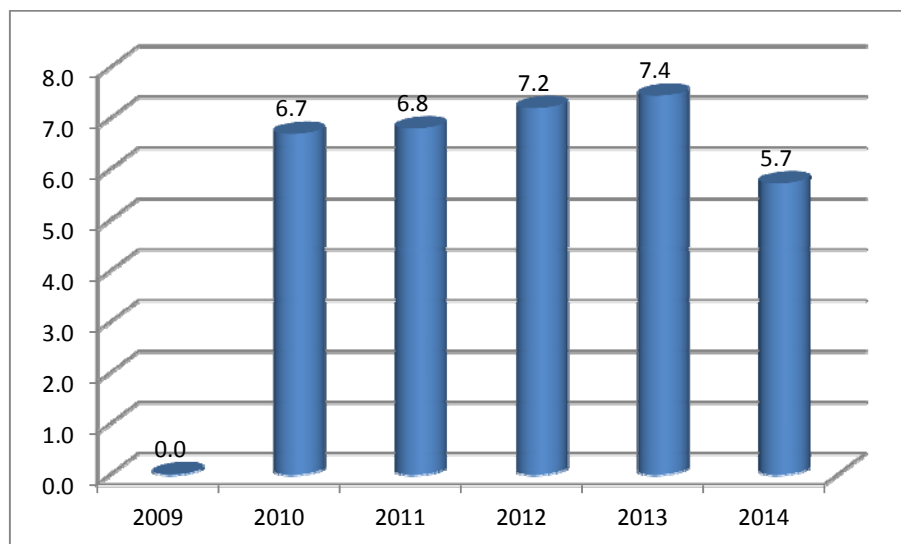
### 1. Aperçu général

<b>Nom</b>	Gabon
<b>Capital Administrative</b>	Libreville
<b>Capital Economique</b>	Port-Gentil
<b>Régime politique</b>	République
<b>Monnaie</b>	Franc CFA
<b>Population</b>	1,711 millions (2014)
<b>Taux de croissance de la population</b>	2,4 (2013)
<b>PIB</b>	19,34 \$ milliards (2013)
<b>Produits principaux d'exportation</b>	Pétrole, bois et manganèse
<b>Espérance de vie</b>	63 ans ( 2012)

### 2. Récents développements économiques

#### a. Croissance économique

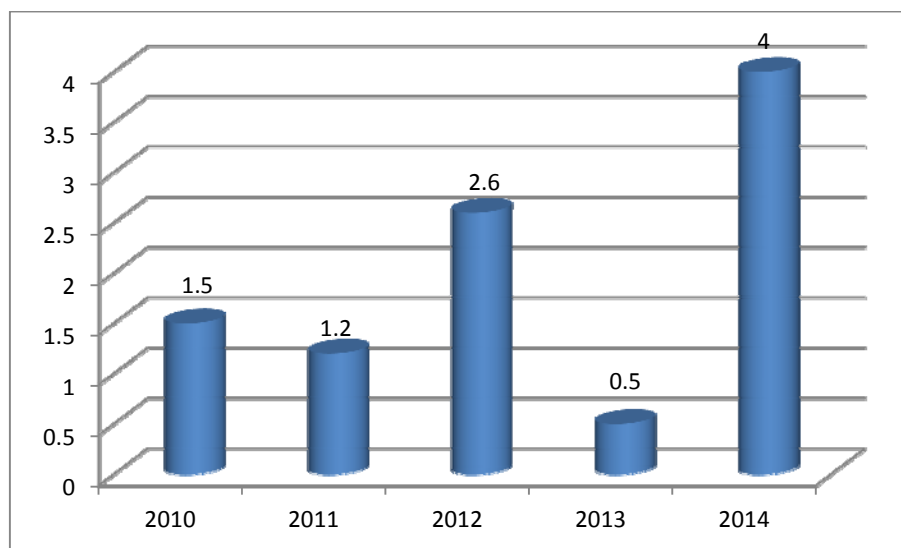
La croissance économique a ralenti 5,7% en 2014, contre 7,4 % en 2013 (graphique E1) en raison de la baisse d'activité dans les industries extractives. Dans le secteur secondaire, les activités ont progressé dans la plupart des branches, notamment la branche «Bâtiment et Travaux Publics». Enfin, le secteur tertiaire a le plus contribué à la croissance, en rapport avec le redressement de l'activité observé dans la branche administrations publiques.

**Graphique E1 : Taux de croissance du PIB réel**

Source : BEAC 2014

#### b. Inflation et situation monétaire

Le taux d'inflation a augmenté de 0,5 % en 2013 à 4 % en 2014 pour se situer donc à un niveau supérieur à la norme communautaire de la CEMAC, en raison essentiellement de la hausse des prix des produits non alimentaires.

**Graphique E2 : Taux d'inflation au Gabon en %**

Source : BEAC 2014

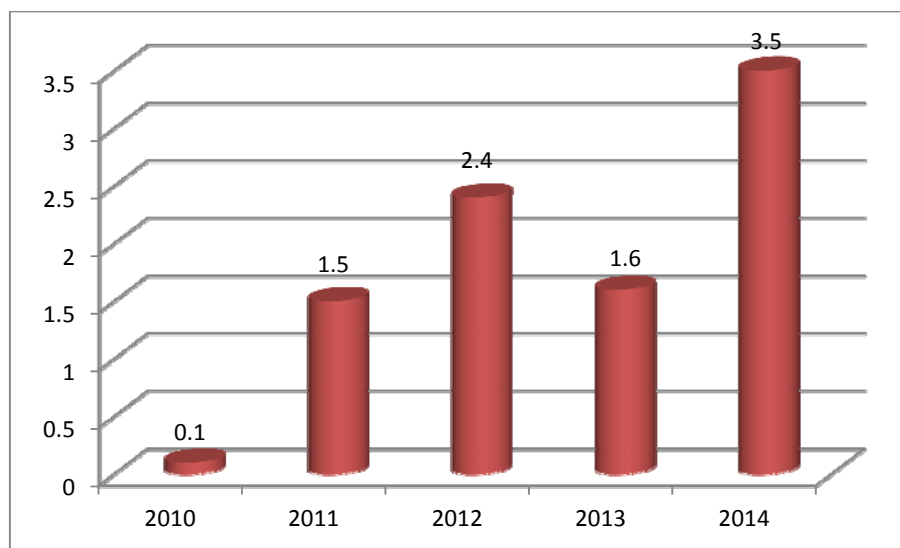
En rapport avec les évolutions du secteur réel, des finances publiques et du commerce extérieur, la situation monétaire à fin 2014 a été marquée par une hausse de la masse monétaire au sens large de

2,9 % contre 8,2 % à fin 2013. Les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 11,5 %, les créances nettes sur l'Etat se sont accrues de 35,5 % et les crédits au secteur privé ont progressé de 5,2 %.

### c. Finances publiques et dette

La situation des finances publiques a été caractérisée en 2014 par la suspension par le gouvernement du paiement de la dette intérieure afin d'effectuer un audit des instances de paiement du Trésor Public et la révision à la baisse du budget 2014, avec une réduction substantielle des dépenses d'investissement. Le ratio des recettes budgétaires totales au PIB a baissé de 29 % en 2013 à 28,5 % en 2014.

**Graphique E3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons au Gabon en % du PIB**



Source : BEAC 2014

Les recettes pétrolières ont reculé de 15,4 % du PIB en 2013 à 14,2 % en 2014, tandis que le rapport des recettes non pétrolières au PIB a augmenté de 13,6 % en 2013 à 14,4 % en 2014. S'agissant des dépenses budgétaires totales, elles ont baissé de 27,4 % du PIB en 2013 à 25 % en 2014. Ce recul a résulté essentiellement de la réduction des dépenses courantes de 17,5 % du PIB en 2013 à 15,6 % en 2014 et de la contraction des dépenses en capital qui ont représenté 9,4 % du PIB en 2014 contre 9,9 % du PIB en 2013. En définitive, la gestion des finances publiques s'est soldée par un excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 3,5 % du PIB, contre un excédent de 1,6 % du PIB en 2013.

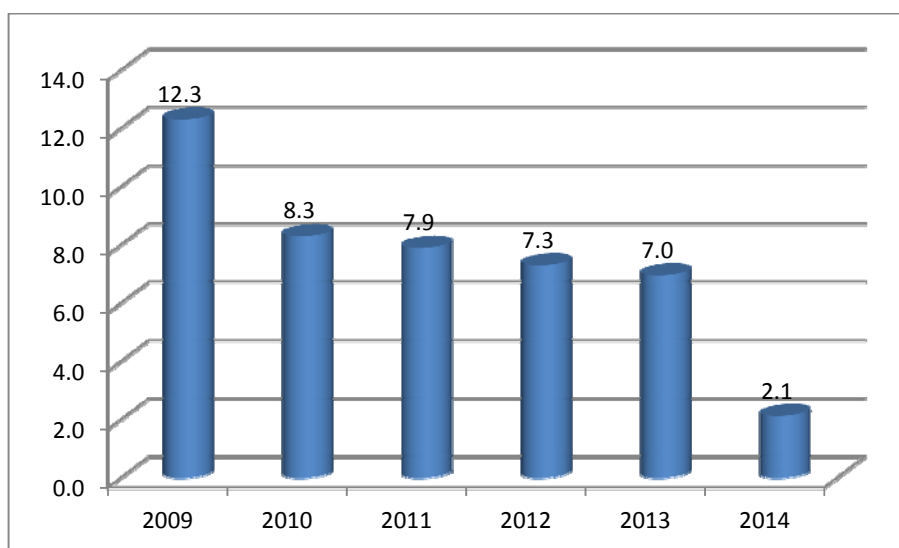
Le Gabon a respecté le critère de convergence macroéconomique de la CEMAC portant sur le solde budgétaire de base en 2014.

L'encours de la dette publique extérieure rapporté au PIB nominal s'est établi à 21,7 % en 2014 contre 21,2 % en 2013. Le service prévisionnel de la dette s'est situé pour sa part à 11,5 % des exportations en 2014, contre 13,5 % en 2013. En 2014, le Gabon a de nouveau respecté le critère de convergence de la CEMAC relatif à l'endettement public.

#### d. Secteur extérieur

En 2014 l'excédent du compte courant (transferts publics exclus) a diminué à 2,1% du PIB, contre 7 % en 2013 (graphique E4).

**Graphique E4 : Solde du compte courant au Gabon en % du PIB**



Source : BEAC 2014

### 3. Perspectives économiques en 2015

La croissance devrait ralentir davantage à 4,6% en 2015 en raison de l'impact de la baisse des cours du pétrole sur le secteur des hydrocarbures.

Le taux d'inflation redescendrait à 2% en 2015, en liaison avec le tassement des cours mondiaux des produits alimentaires.

La situation monétaire de l'année 2015 serait marquée par une accélération de la masse monétaire de 15,4 %.

En 2015, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons reviendrait à 1,4 % du PIB. Le ratio du service de la dette aux exportations se fixerait à 12,7 %.

Quant au solde du compte des transactions courantes, il afficherait un déficit de 0,6 % du PIB en 2014, en relation avec la baisse des recettes d'exportation de pétrole.

#### 4. Questions sociales<sup>5</sup>

Le Gabon présente de grandes disparités dans la répartition des richesses, avec le tiers de la population qui vivrait sous le seuil de pauvreté. Le rapport d'évaluation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), montre que de nombreux OMD (santé maternelle et infantile) pourraient ne pas être atteints à l'horizon 2015. Le pays a enregistré des progrès mitigés en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, la mortalité infantile, la santé maternelle et la lutte contre le VIH/Sida et les autres maladies. La santé demeure encore un des secteurs les plus en difficulté. Il est pourtant considéré comme prioritaire par les autorités gabonaises. En 2012, il présentait d'énormes carences, avec un mauvais fonctionnement des départements sanitaires, des soins de santé primaire très insuffisants, tout comme l'information sanitaire, de fréquentes ruptures de stocks de médicaments dans les structures sanitaires de base, et une répartition inégale des ressources humaines. Le Gabon a néanmoins réalisé des avancées significatives notamment dans les secteurs de l'éducation primaire, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que la protection de l'environnement. En effet, la gestion durable des écosystèmes forestiers et la valorisation de la biodiversité constituent un axe fort de la stratégie de développement économique du Gabon.

#### 5. Réformes en cours pour la transformation économique

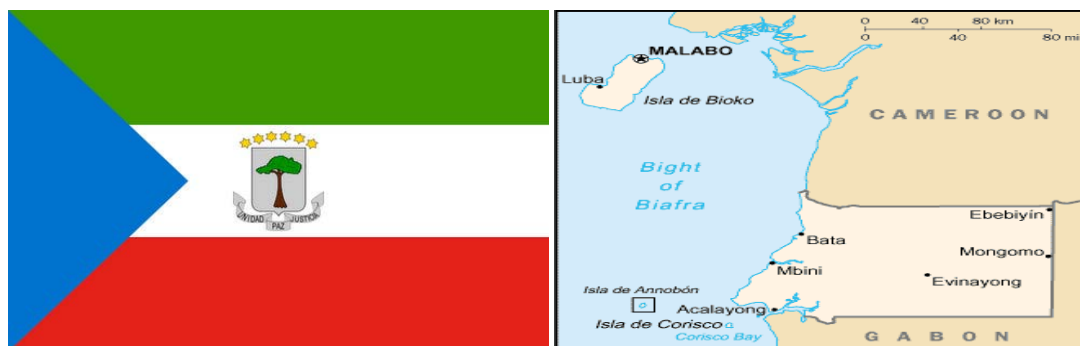
Le Gabon est doté d'une grande variété de ressources naturelles dont la mise en valeur, entre autres des ressources forestières, suscite beaucoup d'espoir pour améliorer substantiellement la croissance économique du pays et les conditions de vie des populations. C'est ainsi que la politique du Gouvernement en la matière vise la performance en adoptant des réformes audacieuses. Le grand défi du Gouvernement est notamment de faire en sorte que la forêt continue à jouer son rôle moteur de l'économie. Cela suppose la mise en place d'une stratégie de gestion répondant aux enjeux liés à l'adaptation et à la rentabilité de l'industrie, intégrant pleinement des valeurs de développement durable, tout en fournissant des emplois valorisants à tous les acteurs impliqués dans sa gestion et son exploitation. Tout cela conduisant à faire en sorte que la forêt continue d'imprégner l'identité gabonaise et que sa gestion soit reconnue à l'échelle internationale. Dans ce contexte, l'objectif que s'est assigné le Département des Eaux et Forêts est la gestion durable des ressources naturelles relevant de son domaine à savoir : l'exploitation rationnelle de la forêt, de la faune sauvage et des ressources halieutiques fondée sur : a) la protection des écosystèmes et la conservation de la biodiversité ; b) la valorisation des écosystèmes et des produits qui en sont prélevés et; c) la régularité et la durabilité de la production.

---

<sup>5</sup>Pour plus de détails voir la note de la CEA sur les réalisations des OMD et défis de l'Agenda de développement post 2015 en Afrique centrale.

Ces objectifs s'inscrivent dans la vision des plus hautes autorités du pays qui veulent « faire du Gabon un leader mondial du bois tropical certifié, porté par une industrie innovante... ».

## F. Guinée Equatoriale



### 1. Aperçu général

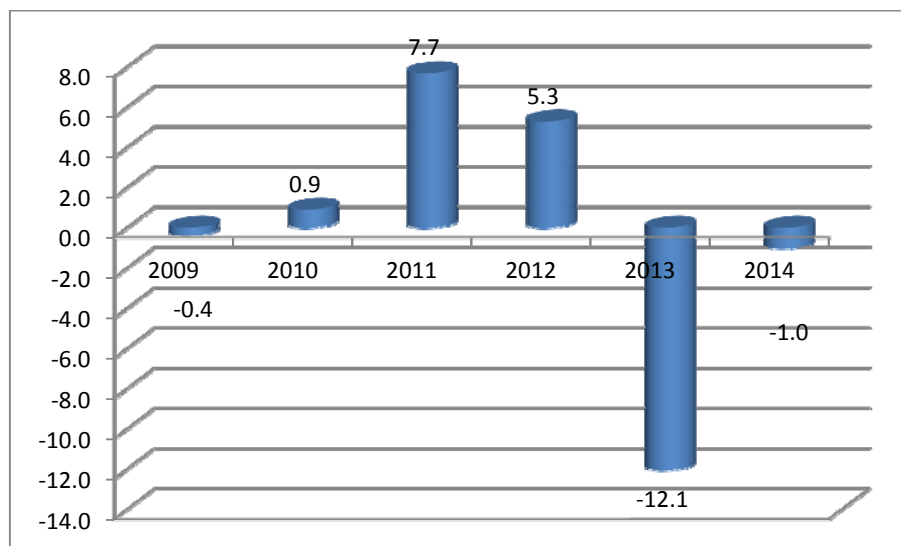
<b>Nom</b>	Guinée Equatoriale
<b>Capital Administrative</b>	Malabo
<b>Capital Economique</b>	Bata
<b>Régime politique</b>	République
<b>Monnaie</b>	Franc CFA
<b>Population</b>	778 000
<b>Taux de croissance de la population</b>	2,8 (2013)
<b>PIB</b>	15,50 \$ milliards (2013)
<b>Produits principaux d'exportation</b>	Pétrole, méthanol, bois et cacao
<b>Espérance de vie</b>	53 ans (2012)

### 2. Récents développements économiques

#### a. Croissance économique

La croissance du PIB de la Guinée équatoriale s'est contractée pour la seconde année consécutive en 2014, s'établissant à -1,1%, contre -12,1 % en 2013. Cette contreperformance s'explique par le recul de la production d'hydrocarbures (notamment celle du gaz), la baisse des cours mondiaux du bois et la contraction de l'investissement public consécutive à l'arrivée à terme de certains projets.

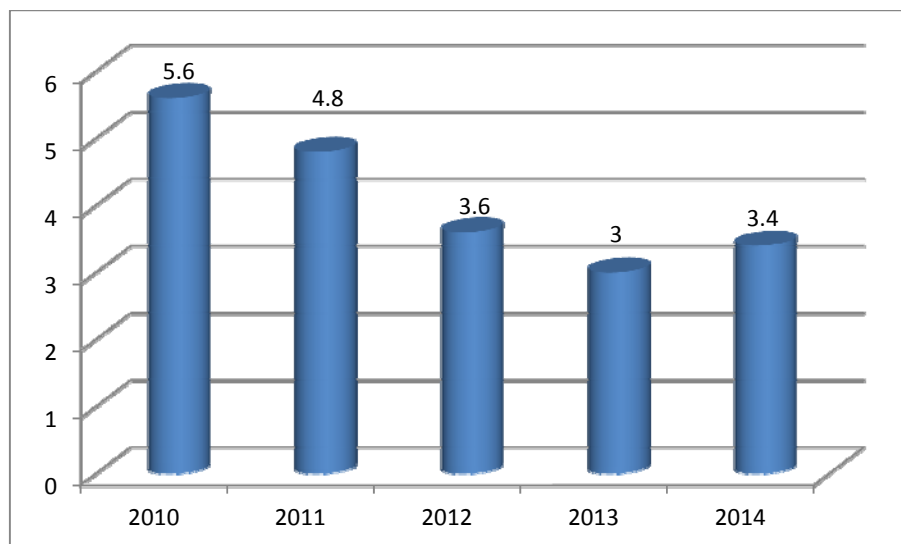


**Graphique F1 : Taux de croissance du PIB réel en Guinée Equatoriale en %**

Source : BEAC 2014

**b. Inflation et situation monétaire**

Le taux d'inflation est passé de 3 % en 2013 à 3,4 % en 2014, s'établissant au dessus du niveau de la norme communautaire de la CEMAC, du fait de la persistance des limites en termes capacités locales de production.

**Graphique F2 : Taux d'inflation en Guinée Equatoriale en %**

Source : BEAC 2014

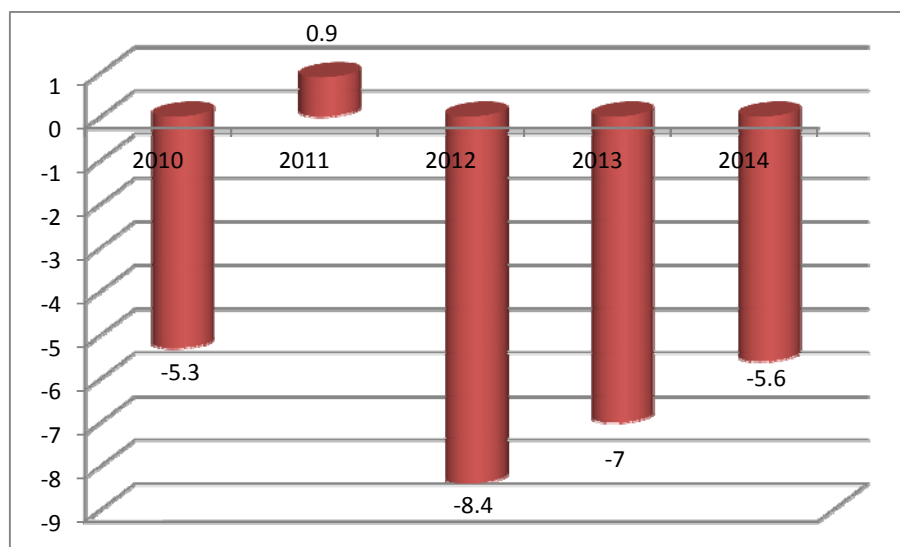
L'année 2014 s'est soldée par une baisse de la masse monétaire de 7,1 % par rapport à l'accroissement de 6,1 % constatée à la fin 2013. L'analyse de ses contreparties fait ressortir une baisse des avoirs extérieurs nets de 40,6 %, une baisse des créances nettes sur l'Etat de 82,3 % et

une augmentation de l'encours net des créances sur l'économie de 17 % en 2014 par rapport à l'année précédente.

### c. Finances publiques et dette

Les recettes budgétaires totales ont représenté 30,2 % du PIB en 2014 contre 29,9 % en 2013, en rapport avec l'évolution des recettes pétrolières et non pétrolières. Les recettes pétrolières rapportées au PIB ont baissé de 27,1 % en 2013 à 26,9 % en 2014. Le ratio des recettes non pétrolières au PIB s'est pour sa part établi à 3,2 % en 2014 contre 2,7 % en 2013. Les dépenses budgétaires se sont contractées de 36,9 % du PIB en 2013 à 35,7 % en 2014, en rapport avec la baisse des dépenses en capital de 27,2 % du PIB à 26,4 % sur la même période, suite au ralentissement continu des investissements dans les infrastructures routières et dans la construction de grands édifices publics. Parallèlement, les dépenses courantes ont baissé de 9,6 % du PIB à 9,3 % grâce, notamment, à la maîtrise des dépenses d'achat de carburant et d'entretien des bâtiments publics. Le déficit budgétaire, base engagements, hors dons a reculé de 7 % du PIB en 2013 à 5,6 % du PIB en 2014.

**Graphique F3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons en Guinée Equatoriale en % du PIB**



Source : BEAC 2014

La Guinée Equatoriale n'a pas respecté le critère de convergence macroéconomique de la CEMAC portant sur le ratio du solde budgétaire de base au PIB en 2014.

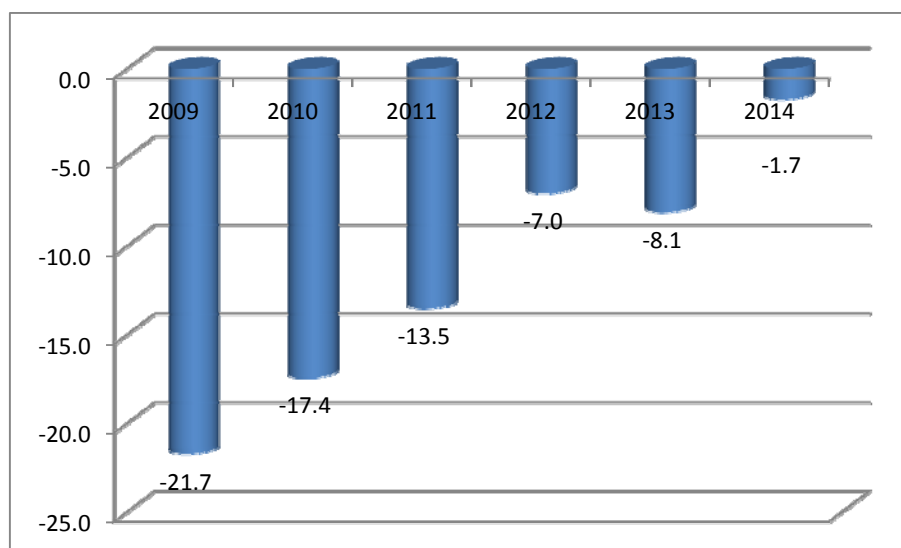
L'endettement de la Guinée Equatoriale est l'un des plus faibles la sous-région. L'encours de la dette publique extérieure rapporté au PIB nominal s'est établi à 6,2 % en 2014 contre 7,4 % en 2013.

Le ratio du service de la dette par rapport aux exportations s'est établi à 2,2 % en 2014, contre 2,5 % en 2013. La Guinée Equatoriale a respecté le critère de convergence macroéconomique portant sur l'endettement public en 2014.

#### d. Secteur extérieur

Dans les domaines des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes a diminué pour s'établir à 1,7 % du PIB en 2014 contre 8,1 % du PIB en 2013.

**Graphique F4 : Solde du compte courant en Guinée Equatoriale en % du PIB**



Source : BEAC 2014

### 3. Perspectives économiques pour 2015

En 2015, la croissance serait négative à -14%, dans un contexte de baisse des cours mondiaux du pétrole conjuguée à une stagnation de la production de cette matière première.

L'inflation est projetée à 3,3 % dans un contexte de tassement des prix des produits alimentaires. La masse monétaire baisserait de 5,4 % en 2015. La situation des finances publiques se détériorerait en 2015 suite au recul simultané de la production et des cours mondiaux du pétrole, et le solde budgétaire, base engagements, hors dons se situerait à -8,1 % du PIB. Le ratio du service de la dette par rapport aux exportations se situerait à 2,4 % en 2015.

Le déficit du compte courant devrait être moins important en s'établissant à 0,3% du PIB.

#### 4. Questions sociales<sup>6</sup>

La Guinée Equatoriale a connu de profonds changements économiques et sociaux depuis la découverte du pétrole au milieu des années 1990. D'un pays pauvre à vocation agricole, elle est devenue le deuxième producteur de pétrole de la zone CEEAC, derrière l'Angola. Les recettes pétrolières ont contribué à améliorer les infrastructures de base : routes, écoles, hôpitaux, logements sociaux. Mais, les progrès réalisés en matière de développement humain ne sont pas encore à la hauteur des potentialités économiques et financières du pays, ce qui pose le problème de la redistribution des richesses. Le pays est caractérisé par un taux de pauvreté élevé. Le taux de chômage est également important, surtout parmi la population jeune qui n'a pas profité pleinement des opportunités d'emplois locaux, en particulier dans le secteur des hydrocarbures. C'est pour relever le défi de l'emploi que le gouvernement a lancé un programme ambitieux d'investissements publics dans les infrastructures. En novembre 2011, la Conférence Nationale sur l'industrialisation a affirmé la nécessité de diversifier la production afin de pouvoir créer des emplois dans les secteurs de production et augmenter les revenus de la population. Pour ce faire, l'amélioration de l'enseignement universitaire et de l'apprentissage professionnel est indispensable comme l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

#### 5. Réformes en cours et perspectives

La Guinée Equatoriale aspire à rentrer à l'horizon 2020 dans le groupe des pays émergents, à savoir « les pays en développement qui constituent des pôles d'attraction des investissements, qui accélèrent leur croissance économique et qui s'intègrent avec succès dans l'économie mondiale grâce à leurs capacités d'exportation ». Ceci signifie devenir un pays compétitif, ce qui nécessite une transformation économique et sociale en profondeur.

Néanmoins, cette transformation économique et sociale ne pourra porter ses fruits qu'avec un capital humain adéquat. Le renforcement des capacités notamment celles des jeunes et des femmes doit devenir une priorité absolue. La réussite de « Guinée Equatoriale horizon 2020 » devra donc se faire à plusieurs niveaux: passer d'une économie pétrolière à une économie diversifiée, passer d'une économie dominée par l'Etat à une économie dominée par le secteur privé, développer les infrastructures numériques, en bref passer d'une prospérité héritée à une prospérité créée. En outre, la Guinée Equatoriale doit, avec les ressources du pétrole, évoluer d'ici 2020 vers une croissance tirée par la diversification de la productivité. Les services, en particulier : i) le tourisme où sa position géographique et la qualité exceptionnelle de ses sites permettent à la Guinée Equatoriale de

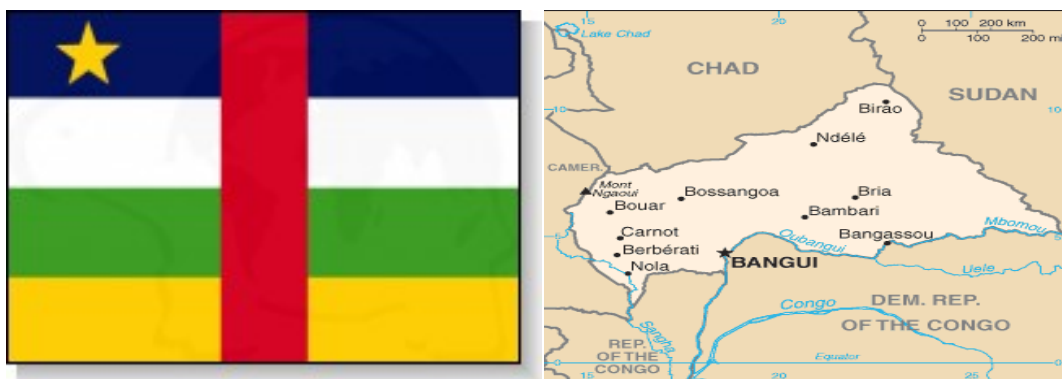
---

<sup>6</sup> Pour plus de détails voir la note de la CEA sur les réalisations des OMD et défis de l'Agenda de développement post 2015 en Afrique centrale.

devenir un pôle d'écotourisme et de tourisme d'affaires prisé et ; ii) les services financiers où le pays est en mesure d'attirer suffisamment d'institutions financières pour devenir un centre financier régional de référence.

Cette aspiration doit également se traduire par une amélioration significative des revenus de la population. Ainsi, la Guinée Equatoriale à l'horizon 2020 devra être dominée par la classe moyenne, avec des citoyens disposant d'un emploi et de revenus réguliers, possédant un toit, avec des enfants scolarisés et capables de prendre en charge les besoins de santé. Ce changement dans la distribution des revenus doit être visible dans les zones rurales aussi bien qu'urbaines. De plus il est question de cultiver l'esprit d'entreprise auprès de la jeunesse équato-guinéenne en améliorant l'encadrement de la création des petites et moyennes entreprises.

## G. République Centrafricaine



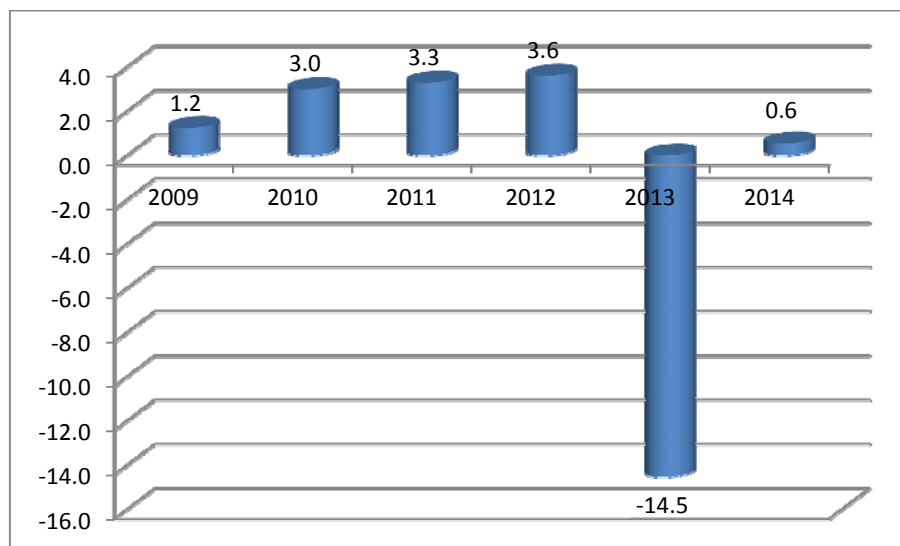
### 1. Aperçu général

<b>Nom</b>	Centrafrique
<b>Capital Administrative et Economique</b>	Bangui
<b>Régime politique</b>	République
<b>Monnaie</b>	Franc CFA
<b>Population</b>	4,709 millions (2014)
<b>Taux de croissance de la population</b>	2,8 (2013)
<b>PIB</b>	1,538 \$ milliards (2013)
<b>Produits principaux d'exportation</b>	Bois, diamant et or
<b>Espérance de vie</b>	49 ans (2012)

### 2. Récents développements économiques

#### a. Croissance économique

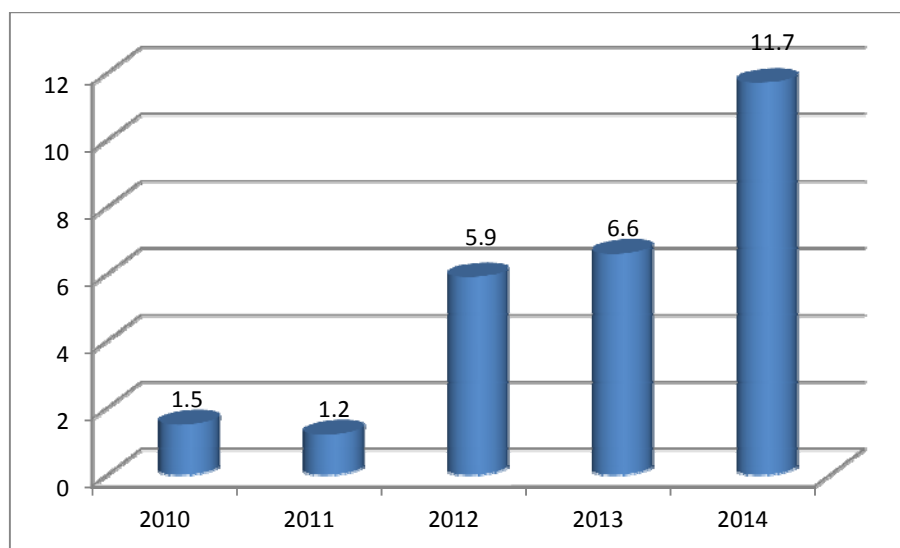
L'économie de la RCA s'est redressée en 2014 avec un taux de 0,6% après s'être effondrée en 2013 à -14,5%. Cette légère reprise s'explique par l'amélioration de la situation politique et sécuritaire qui a eu un impact positif sur le secteur agricole. Ce dernier représente plus de la moitié du PIB et constitue la principale source d'emploi.

**Graphique G1 : Taux de croissance du PIB réel de la RCA en %**

Source : BEAC 2014

#### b. Inflation et situation monétaire

Le taux d'inflation a atteint un niveau de 11,7 % en 2014 contre 6,6 % en 2013, se maintenant au-dessus de la norme communautaire de 3 %, dans un contexte de crise sociopolitique persistante malgré la légère accalmie, laquelle crise a impacté défavorablement sur les activités de production et entraîné la rareté des produits alimentaires sur le marché.

**Graphique G2 : Taux d'inflation en RCA en %**

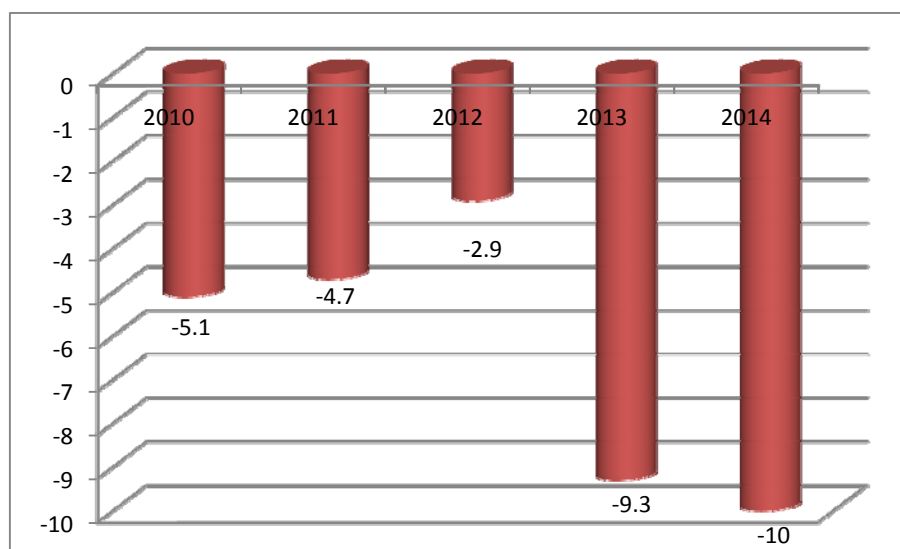
Source : BEAC 2014

A fin 2014, la situation monétaire de la Centrafrique s'est caractérisée par un accroissement des avoirs extérieurs nets de 319,4 %, une baisse des créances nettes sur l'Etat de 3,8 % et une augmentation des crédits à l'économie de 7,2 %. La masse monétaire a augmenté de 8,1 % en 2014, contre une augmentation de 2 % en 2013.

### c. Finances publiques et dette

Les ressources budgétaires totales rapportées au PIB ont baissé de 5,9 % en 2013 à 5 % en 2014, reflétant principalement le ralentissement des activités économiques et la difficulté de la collecte de l'aide internationale et des recettes fiscales dans un climat d'insécurité. Les dépenses publiques ont baissé de 15,2 % du PIB en 2013 à 15 % du PIB en 2014, en raison notamment d'une diminution des dépenses courantes de 13,5 % du PIB en 2013 à 11,7 % du PIB en 2014, tandis que les dépenses en capital se sont situées à 3,3 % du PIB en 2014, contre 1,7 % en 2013. Par conséquent, la gestion des finances publiques s'est soldée en 2014 par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de 10 % du PIB, en augmentation par rapport au niveau de 9,3 % du PIB enregistré en 2013. La RCA n'a pas respecté le critère de convergence macroéconomique de la CEMAC portant sur le solde budgétaire de base en 2013

**Graphique G3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons en RCA en % du PIB**



Source : BEAC 2014

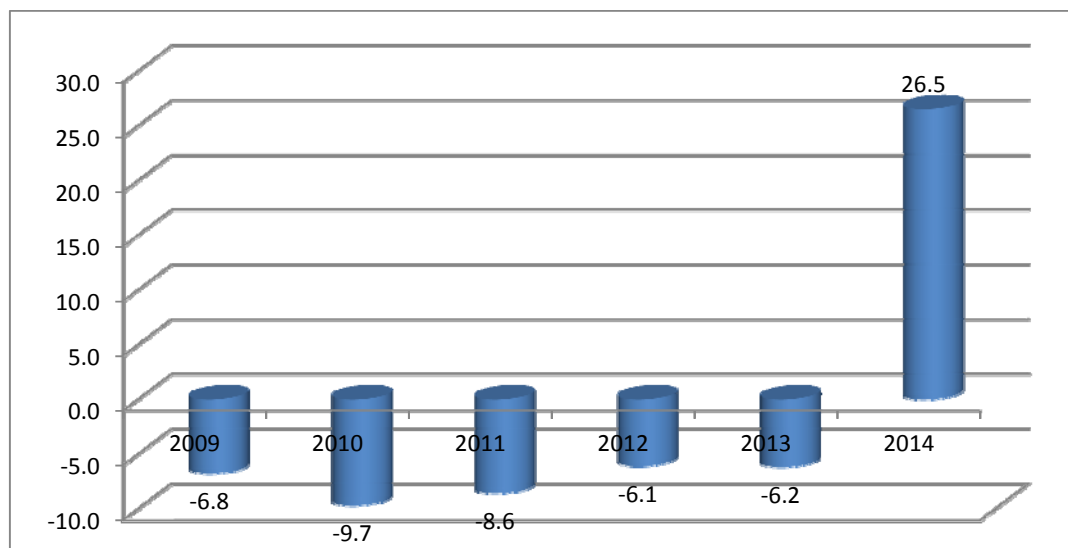
L'encours de la dette extérieure s'est situé à 38,8 % du PIB en 2014 contre 43,2 % en 2013. Parallèlement, le ratio du service de la dette par rapport aux exportations de biens et services est revenu de 7 % à 2,2 %. En 2014, la RCA a respecté le critère de convergence de la CEMAC relatif au taux d'endettement public.



#### d. Secteur extérieur

L'excédent du compte courant de 26,4% du PIB contraste avec le déficit de 6,2% enregistré un an plus tôt. Cet excédent s'explique par l'impact de l'aide reçue des partenaires bilatéraux et multilatéraux suite à la crise politique que traverse le pays.

**Graphique G4 : Solde du compte courant en % du PIB**



Source : BEAC 2014

### 3. Perspectives économiques pour 2015

Malgré les déplacements des populations rurales et un accès insuffisant aux intrants, la production agricole devrait être plus importante en 2015, qu'au plus fort de la crise sociopolitique en 2013. La croissance du PIB réel devrait ainsi progresser de 15,7% en 2015.

L'inflation reculerait à 3,3 % en 2015, grâce à un léger rebond de la production alimentaire nationale et la baisse des prix internationaux du pétrole, restant toutefois au-dessus de la norme communautaire de 3 %. Il est prévu que la masse monétaire s'accélère de 34,5 %. S'agissant des finances publiques, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons est projeté à 8,4 % du PIB en 2015.

Les prévisions de 2015 situeraient l'encours de la dette publique à 29,5 % du PIB par rapport à 2014, tandis que le ratio du service de la dette par rapport aux exportations de biens et services s'établirait à 12,7 %.

Pour ce qui est des échanges avec l'extérieur, le compte des transactions courantes afficherait un déficit de 17,1% du PIB.

#### 4. Questions sociales<sup>7</sup>

La RCA reste confrontée aux conséquences des multiples des crises politiques qui l'ont ébranlé pendant plus d'une décennie. L'analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire réalisée en 2009 par le Programme alimentaire mondial (PAM), le PNUD et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) montre qu'en 2011, environ 30% des ménages centrafricains vivent dans l'insécurité alimentaire. La malnutrition reste endémique dans l'ensemble du pays et demeure aiguë dans les villes minières du sud-ouest (Carnot, Nola et Berbérati), où le taux de malnutrition des enfants de moins de cinq ans atteint 16 %. La part des enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale va en augmentant et s'élève à 28.3 %. De surcroît, les conflits armés et l'insécurité, avec 250 000 personnes déplacées dans les régions du nord-ouest, ont amplifié l'insécurité alimentaire. La malnutrition demeure la principale cause de plus de la moitié des décès des enfants de moins de cinq ans.

En raison de la faible probabilité d'atteindre tous les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015, la RCA, s'est engagée à appliquer le Cadre d'accélération des OMD (CAO). Cette nouvelle stratégie consiste pour les pays à choisir une cible, pour y concentrer ses moyens. Le pays vise à réduire de moitié la proportion des personnes qui souffrent de faim d'ici 2015.

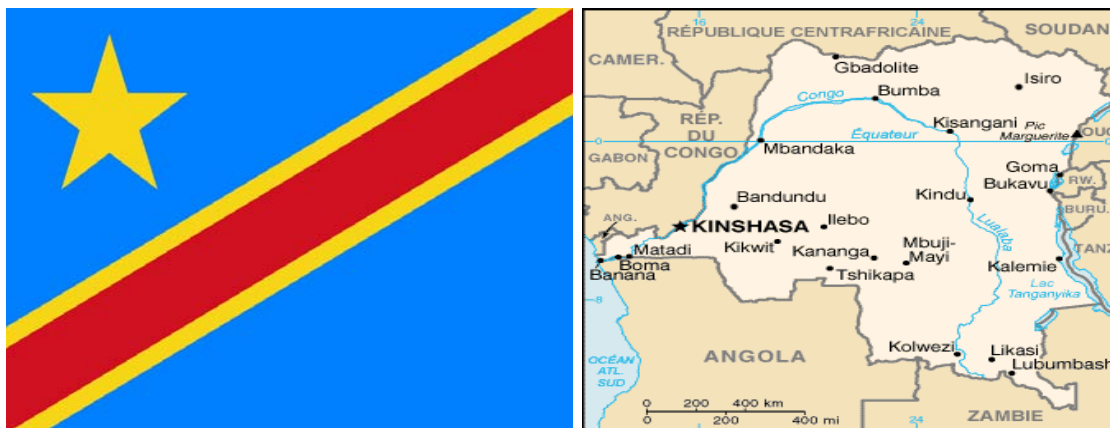
#### 5. Réformes en cours et perspectives

Depuis les événements militaro-politico-économiques qui ont secoué la RCA récemment, la structure de l'Etat ainsi que celle de l'économie du pays ne cessent de se dégrader. L'administration publique est paralysée, les entreprises sont détruites, les investissements étrangers se tarissent, avec un secteur privé quasi inexistant. Face à ces difficultés il serait très important d'adopter des politiques économiques incitatives pour faire sortir le pays et son économie de ce goulot d'étranglement. Cette période de transition est un tournant décisif pour la relance en Centrafrique car la nouvelle présidente élue aura des marges de manœuvre considérables pour sortir l'économie du gouffre. Mais, il faudra bien cibler les priorités en réformant tout d'abord l'administration en général et la fonction publique en particulier ainsi que les départements de l'économie et des finances. Pour cela, toute une gamme de solutions sont envisageables dès lors qu'il y a une bonne volonté des autorités politiques et du gouvernement. Pour la relance du pays il y a donc, entre autres, deux piliers fondamentaux. D'un côté la réforme de l'administration publique et de l'autre côté la bancarisation de l'économie nationale. Telles sont les conditions fondamentales et nécessaires pour la relance du pays.

---

<sup>7</sup>Pour plus de détails voir la note de la CEA sur les réalisations des OMD et défis de l'Agenda de développement post 2015 en Afrique centrale.

## H. République Démocratique du Congo



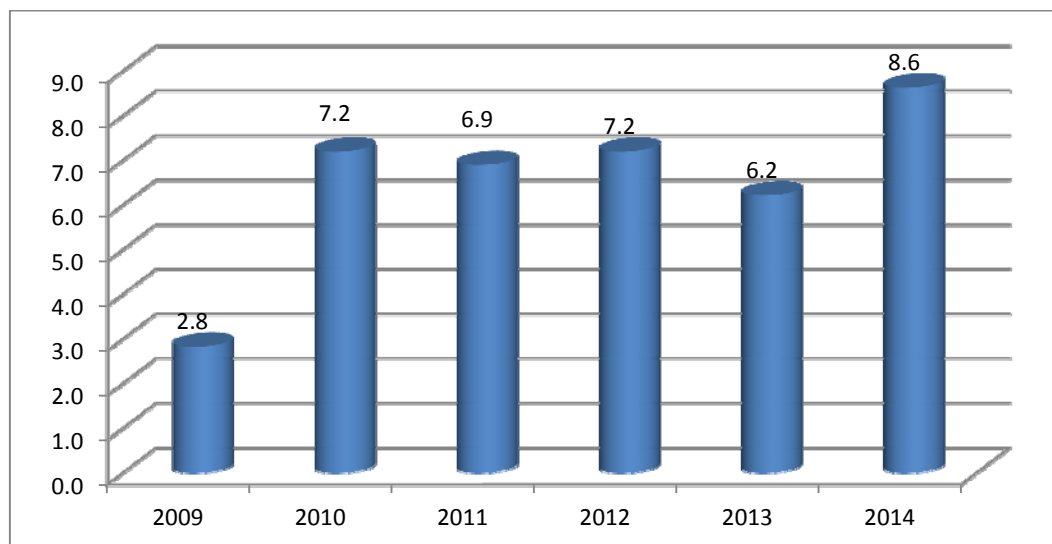
### 1. Aperçu général

<b>Nom</b>	République Démocratique du Congo
<b>Capital Administrative et Economique</b>	Kinshasa
<b>Régime politique</b>	République
<b>Monnaie</b>	Franc congolais
<b>Population</b>	69,36 millions (2014)
<b>Taux de croissance de la population</b>	2,8 (2013)
<b>PIB</b>	32,69 \$ milliards (2013)
<b>Produits principaux d'exportation</b>	Cuivre, cobalt et diamant
<b>Espérance de vie</b>	50 ans (2012)

### 2. Récents développements économiques

#### a. Croissance économique

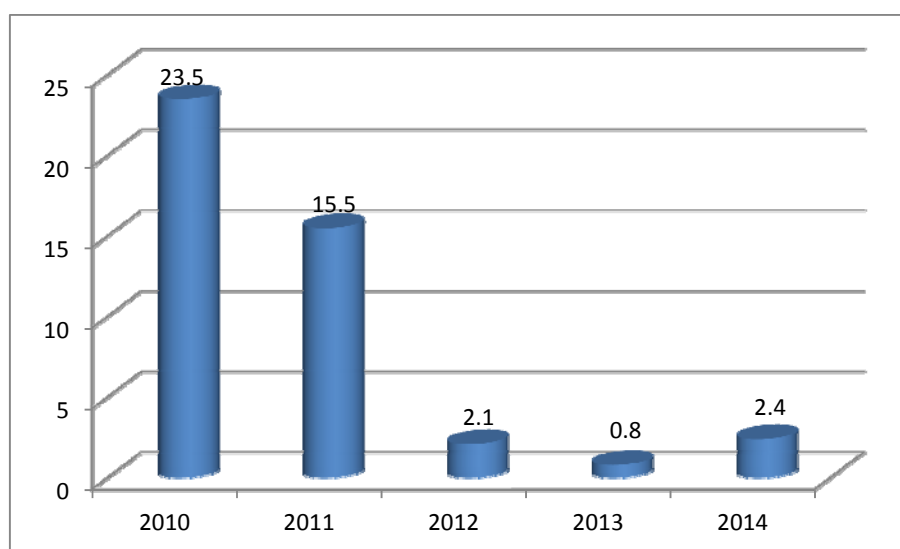
Malgré la situation politique et sécuritaire délicate dans l'est du pays, la croissance du PIB a été robuste en 2014 et s'est établie à 8,6% contre 6,2% en 2013. Ce résultat économique s'explique par la vitalité du secteur minier et le dynamisme du commerce, de l'agriculture et du BTP.

**Graphique H1 : Taux de croissance du PIB réel en RDC en %**

Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

#### b. Inflation et situation monétaire

L'inflation reste relativement maîtrisée en 2014, avec un taux de 2,4 % demeuré en deçà de la cible annuelle de 3,7 %, contre 0,8 % en 2013. La meilleure coordination des politiques conjoncturelles a continué de produire des effets positifs sur le marché des biens et services, et contribué à contenir les pressions inflationnistes.

**Graphique H2 : Taux d'inflation en RDC en %**

Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

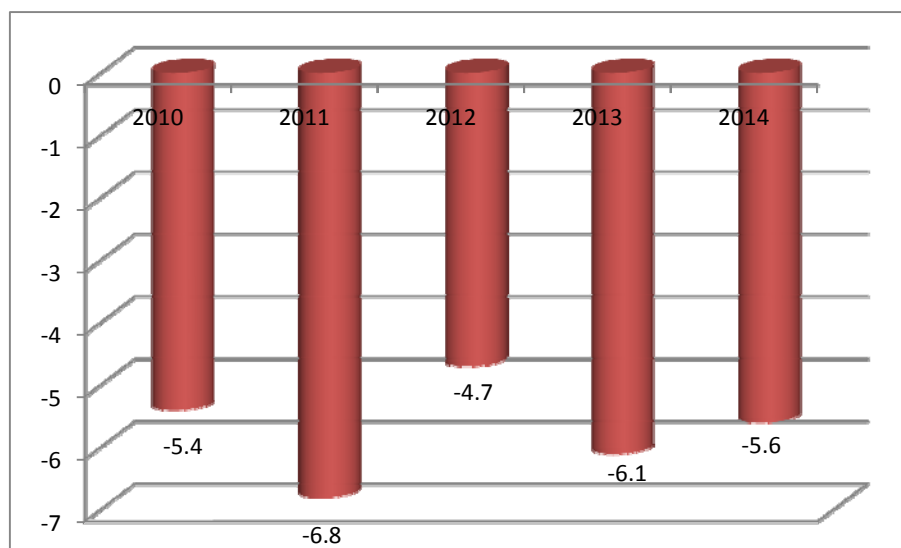
La Banque Centrale du Congo (BCC) a maintenu son taux directeur à 2,0 % tout au long de l'année 2014. La politique monétaire s'est davantage orientée sur le soutien des activités du crédit en francs Congolais. Il est prévu qu'en 2015, elle poursuive une politique monétaire proactive et toutes les réformes initiées en 2013 en vue d'améliorer l'activité économique, notamment celle visant la restructuration du coefficient des réserves obligatoires.

Le taux de croissance de la masse monétaire s'est accru de 11,1 % en 2013 à 12,3 % en 2014, reflétant l'évolution de ses contreparties.

### c. Finances publiques et dette

Les recettes totales ont représenté 14 % du PIB en 2014, contre 13 % en 2013, en rapport avec la bonne tenue des recettes de la Direction Générale des Douanes et d'Accises (DGDA). Quant aux dépenses totales, elles sont passées de 19,2 % du PIB en 2013 à 19,6 % du PIB en 2014, suite au relèvement des dépenses en capital dans les secteurs de la santé et des infrastructures routières au niveau des provinces.

**Graphique H3 : Solde budgétaire global, base engagements, hors dons en RDC en % du PIB**



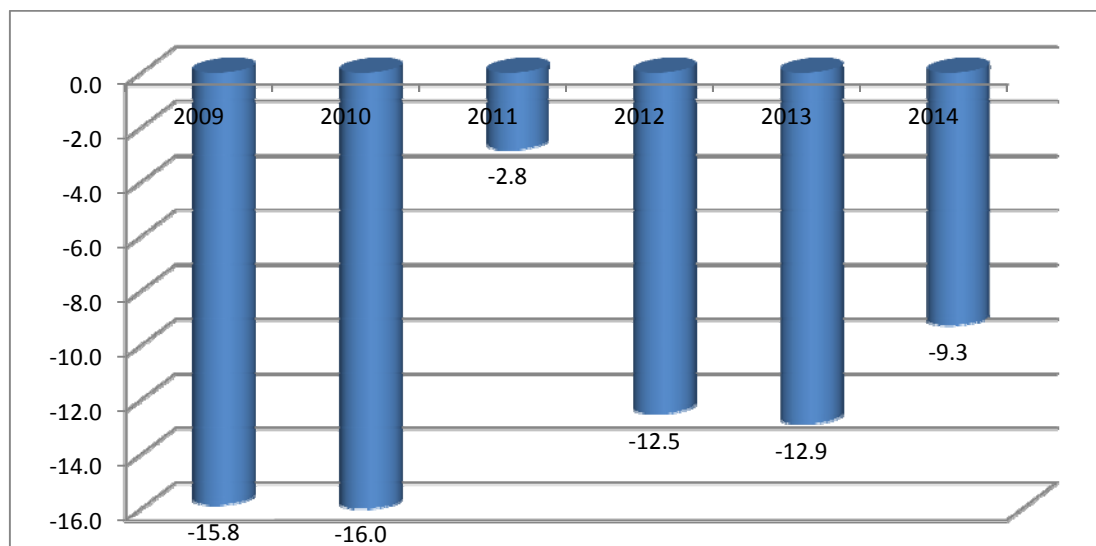
Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

Compte tenu de ces évolutions, le déficit budgétaire global hors dons s'est allégé en 2014 à 5,6 % du PIB contre 6,1% du PIB en 2013. Les données disponibles indiquent que le ratio de l'encours de la dette par rapport au PIB a atteint 20,7 % en 2014 contre 20 % en 2013.

#### d. Secteur extérieur

S'agissant des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte courant de la RDC s'est réduit en 2014 et a représenté 9,3% du PIB contre environ 13% en 2013.

**Graphique H4 : Solde du compte courant en en RDC en % du PIB**



Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

### 3. Perspectives économiques pour 2015

Les projections indiquent que la croissance atteindrait un taux de 8,5%. Elle serait tirée par le secteur minier vers lequel les investissements directs étrangers vont davantage affluer. Toutefois, ces perspectives dépendront de la stabilité politique, de l'amélioration de la situation sécuritaire dans les provinces orientales du pays et de la poursuite des réformes structurelles engagées.

Le taux d'inflation remonterait à 4,1 % en 2015 en relation avec la fermeté de la demande intérieure sur fond de croissance économique vigoureuse. L'accroissement de la masse monétaire projetée pour 2014 serait de 17,7 %. Le déficit budgétaire global base engagements hors dons devrait se situer autour de 5,8 % du PIB en 2015, en raison de problèmes persistants au niveau du contrôle des dépenses. Le ratio de l'encours de la dette par rapport au PIB passerait à 21,1 % en 2015.

Le déficit du compte courant devrait rester inchangé à environ 9% du PIB.

#### 4. Question sociales<sup>8</sup>

Avec 87,5% de sa population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, la RDC se classe parmi les quatre pays africains qui rassemblent à eux seuls près de 52 % des pauvres du continent. La pauvreté est due au bas niveau des salaires et aux conditions difficiles d'accès au marché du travail. Le taux de chômage dépasse 50 % au niveau national et touche indistinctement les hommes et les femmes, quel que soit leur niveau d'éducation. Le taux de chômage des jeunes est très préoccupant : environ 30 % des actifs de moins de 25 ans se trouvent en dehors du marché de l'emploi.

En matière de santé la situation reste préoccupante. L'accès aux premiers soins pose de sérieux problèmes. Le paludisme est toujours au premier rang des causes de mortalité en RDC. La prévalence du VIH demeure très élevée en raison de la prostitution et des violences faites aux femmes.

#### 5. Réformes en cours et perspectives

Pour redynamiser le secteur minier en RDC, la nouvelle vision du gouvernement est la constitution d'un Fonds ayant pour but le financement des recherches géologiques et minières, en raison du caractère épuisable des ressources minières, et de la nécessité de développer d'autres activités plus pérennes dans la perspective de l'après-mine.

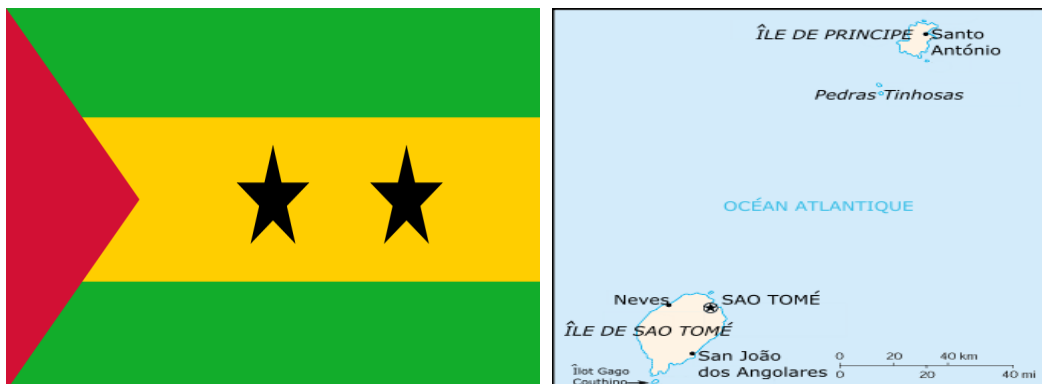
Par cette vision, les mines constituent un nouveau pilier sur lequel le pays doit bâtir sa nouvelle économie, à côté de l'agriculture et de l'industrie. A cet effet, la RDC s'est engagée à organiser chaque année, à partir de 2014, une conférence sur la bonne gouvernance et la transparence dans le secteur minier pour une évaluation de la situation générale du secteur minier, avec un accent particulier sur son évolution et la pertinence du Code minier du pays adopté depuis 2002.

Le gouvernement est également engagé à faire de la lutte contre la fraude et la corruption dans le secteur minier son cheval de bataille. Pour le gouvernement de la RDC, cette lutte permettra de combattre le paradoxe existant entre les immenses richesses du pays et la pauvreté de la population. Le gouvernement a aussi adopté une politique qui appelle à investir dans les industries locales de transformation des produits miniers.

---

<sup>8</sup>Pour plus de détails voir la note de la CEA sur les réalisations des OMD et défis de l'Agenda de développement post 2015 en Afrique centrale.

## I. Sao Tome et Principe



### 1. Aperçu général

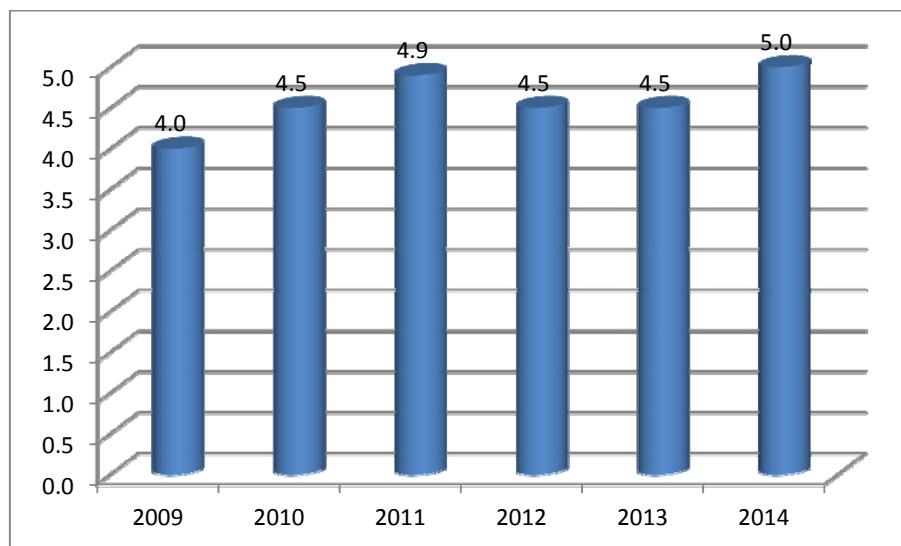
<b>Nom</b>	Sao Tomé et Principe
<b>Capital Administrative et Economique</b>	Sao Tomé
<b>Régime politique</b>	République
<b>Monnaie</b>	Le dobra,
<b>Population</b>	198 000 (2014)
<b>Taux de croissance de la population</b>	2,6 (2013)
<b>PIB</b>	310,7 \$ million de dollar (2013)
<b>Produits principaux d'exportation</b>	cacao et ilang-ilang
<b>Espérance de vie</b>	66 ans (2012)

### 2. Récents développements économiques

#### a. Croissance économique

São Tomé-et-Principe a enregistré de bons résultats économiques ces dernières années. Le pays a affiché une croissance de 5% en 2014, contre 4,5% en 2013, tirée par les services, les transports, le BTP et la vente de détail.

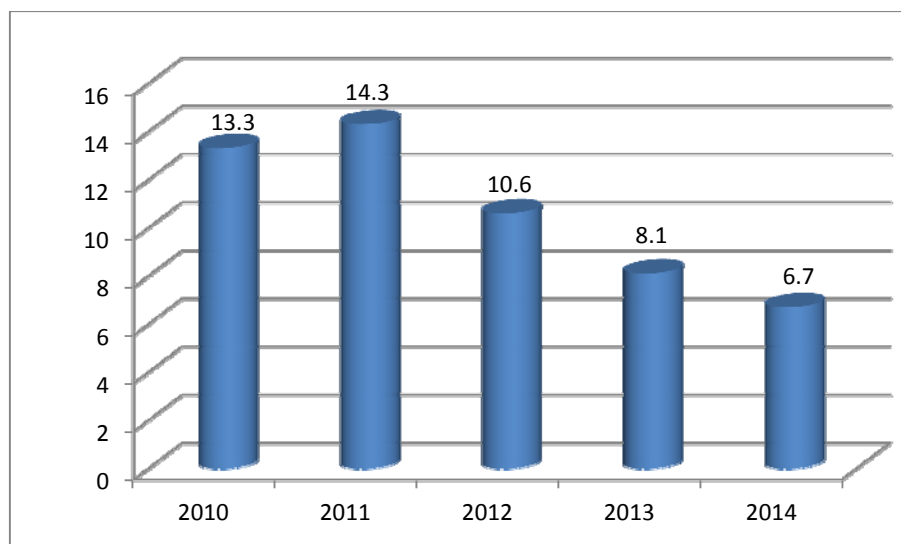


**Graphique I1 : Taux de croissance du PIB réel à Sao Tome et Principe en %**

Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

#### b. Inflation et situation monétaire

Le taux d'inflation a atteint 6,7 % en 2014 contre 8,1 % en 2013, dans un environnement où l'arrimage du dobra à l'euro permet à Sao Tome et Principe de réduire l'inflation importée en stabilisant la monnaie.

**Graphique I2 : Taux d'inflation à Sao Tome et Principe en %**

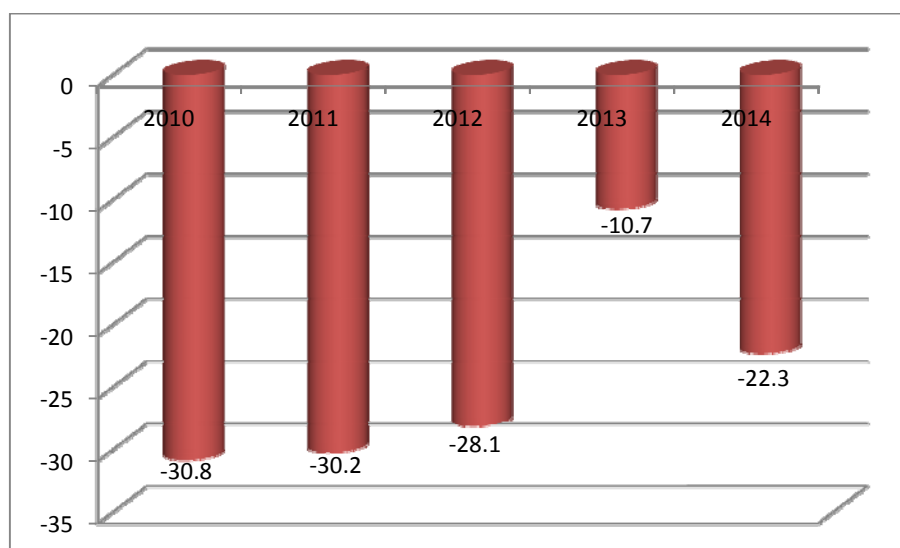
Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

La progression de la masse monétaire a été 10,7 % en 2014 contre 13,9 % en 2013.

### c. Finances publiques et dette

Alors que Sao Tomé est financé à plus de 90 % par l'aide internationale, les recettes publiques y ont baissé, revenant de 20,1 % du PIB en 2013 à 16,7 % du PIB en 2014. Les dépenses publiques se sont par contre accrues en s'établissant à 39 % du PIB en 2014 contre 30,8 % en 2013, en relation avec l'augmentation des dépenses dans le cadre des élections législatives et municipales. Au total, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons s'est approfondi de 10,7 % du PIB en 2013 à 22,3 % du PIB en 2014.

**Graphique I3 : Solde budgétaire, base engagements, hors dons à Sao Tome et Principe en % du PIB**

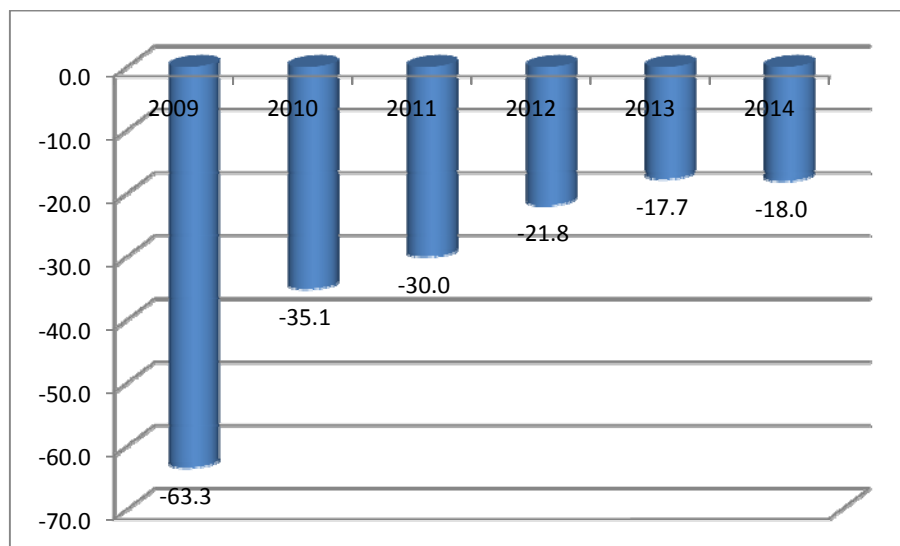


Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

Depuis que Sao Tome et Principe a atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2007, le niveau de la dette extérieure, qui représente près de 70 % de la dette du pays, s'est nettement amélioré. Toutefois, l'incapacité chronique de l'économie à générer des revenus suffisants pour couvrir les dépenses publiques a mis le pays dans la dépendance permanente vis-à-vis des financements extérieurs. L'encours de la dette par rapport au PIB a reculé de 74,3 % en 2013 à 71,6 % en 2014.

### d. Secteur extérieur

Le déficit du compte courant est resté inchangé à environ 18% du PIB en 2014 en lien avec le déficit de la balance commerciale. Le déficit structurel de la balance commerciale tient à l'étroitesse la base d'exportations qui est tributaire d'un seul produit de base, le cacao.

**Graphique I4 : Solde du compte courant en % du PIB**

Source: FMI, World Economic Outlook (octobre 2014)

### 3. Perspectives économiques pour 2015

La croissance devrait progresser au même rythme qu'en 2014 avec 5,5% en raison de l'expansion de l'investissement direct étranger, du bonus de signature dans le secteur pétrolier et du lancement des grands projets d'infrastructure nationaux, en particulier la construction d'un port en eau profonde. L'inflation devrait redescendre à 4,8 % en liaison avec la chute des cours internationaux du pétrole. La masse monétaire progresserait de 9,5 % en 2015. Le déficit budgétaire devrait s'améliorer légèrement à 21,8 % du PIB en 2015, en raison de la hausse des recettes fiscales et d'un meilleur contrôle des dépenses publiques. L'encours de la dette par rapport au PIB atteindrait 71,7 % en 2015.

Le déficit du compte courant se réduirait à 16,5% du PIB.

### 4. Question sociales<sup>9</sup>

D'après les données de la division statistique des Nations Unies 28,2% de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour. Il en ressort également que l'incidence de la pauvreté est plus grande parmi les femmes que parmi les hommes. L'incidence élevée de la pauvreté dans les zones rurales a entraîné une importante migration de travailleurs vers les villes, un phénomène qui pourrait aussi être lié à l'insécurité alimentaire. De plus, cette enquête cite comme principaux facteurs de la pauvreté l'absence de création d'emplois, la faiblesse du pouvoir d'achat à cause de la forte inflation et la mauvaise gestion des ressources publiques. Dans le nouveau programme de développement

<sup>9</sup>Pour plus de détails voir la note de la CEA sur les réalisations des OMD et défis de l'Agenda de développement post 2015 en Afrique centrale.

(stratégie de réduction de la pauvreté, 2012-16), la lutte contre la pauvreté, la protection sociale et la création d'emplois sont considérées comme essentielles pour permettre au pays d'atteindre une croissance inclusive.

Par ailleurs, le pays continue de pâtir d'un déficit de capacités humaines, qui compromet l'efficacité de son programme de développement. Les autorités santoméennes ont pris les mesures nécessaires pour y remédier, en veillant à ce que la quasi-totalité des projets financés par les partenaires au développement inclut le renforcement des capacités.

## **5. Réformes en cours et perspectives**

Le gouvernement du Sao Tome et Principe compte accélérer les réformes afin de renforcer le contrôle des dépenses et la transparence de la gestion des ressources pétrolières. Dans ce contexte, le nouveau DSP 2012-2016 vise essentiellement à améliorer la gouvernance économique et financière, la planification et la programmation stratégiques, et à mettre en place un climat plus propice à l'activité du secteur privé. Le DSP vise également à appuyer le pays pour lui permettre d'accéder au statut de pays conforme aux normes ITIE. Dans cette perspective, l'appui de la Banque Mondiale met l'accent sur le renforcement des principales institutions publiques, notamment les capacités des ressources humaines ainsi que les systèmes et les cadres stratégiques, juridiques et réglementaires du pays sur une longue période.

## J. Tchad



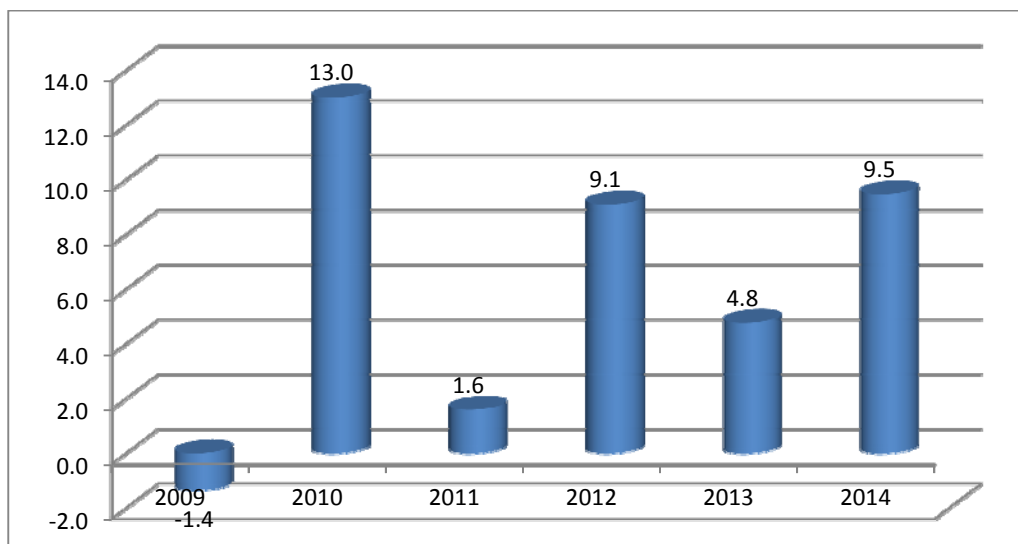
### 1. Aperçu général

<b>Nom</b>	Tchad
<b>Capital Administrative et Economique</b>	Ndjamena
<b>Régime politique</b>	République
<b>Monnaie</b>	Franc CFA
<b>Population</b>	13,21 millions (2014)
<b>Taux de croissance de la population</b>	3 (2013)
<b>PIB</b>	13,51 \$ milliards (2013)
<b>Produits principaux d'exportation</b>	pétrole, coton et gomme arabique
<b>Espérance de vie</b>	51 ans

### 2. Récents développements économiques

#### a. Croissance économique

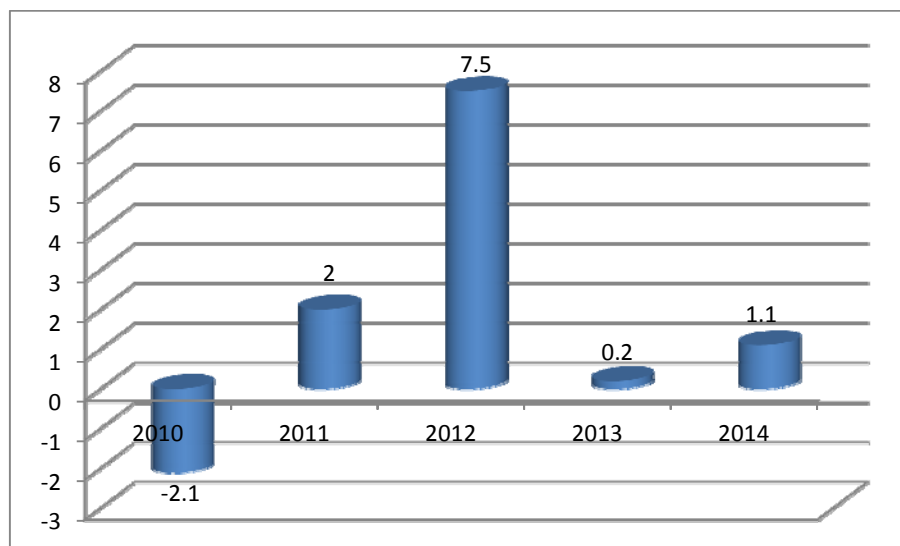
L'activité économique tchadienne s'est accélérée en 2014 avec une croissance du PIB qui a atteint 9,5% contre 4,8% en 2013. La croissance a été tirée par la bonne performance du secteur agricole suite à de meilleures conditions climatiques.

**Graphique J1 : Taux de croissance du PIB réel au Tchad en %**

Source : BEAC, octobre 2014

#### b. Inflation et situation monétaire

Le taux d'inflation est passé de 0,2 % en 2013 à 1,1 % en 2014, demeurant en dessous de la norme communautaire de 3 %, en liaison avec la remontée des prix des hydrocarbures sur fond d'inquiétudes quant aux approvisionnements au second semestre.

**Graphique J2 : Taux d'inflation au Tchad en %**

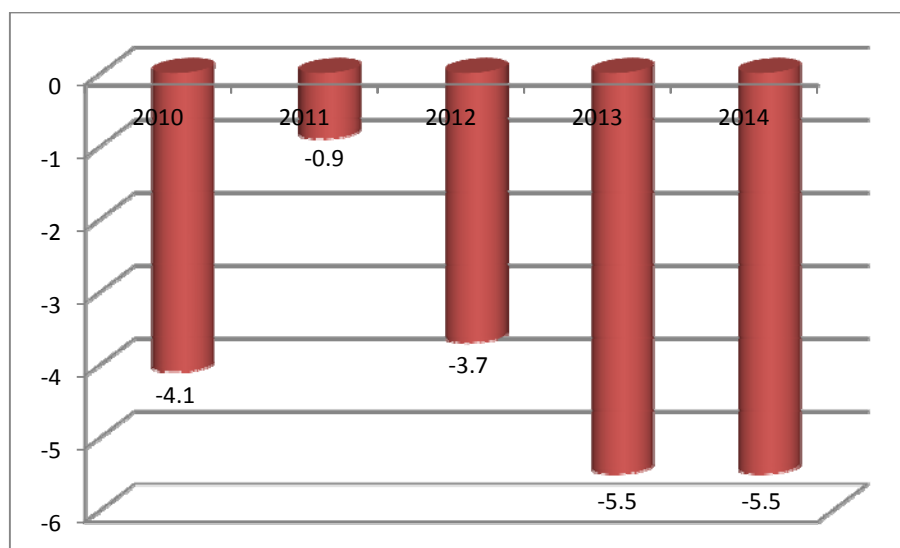
Source : BEAC, octobre 2014

A fin 2014, la masse monétaire a augmenté de 16,9 %, contre 7,6 % à fin 2013. Les avoirs extérieurs nets ont baissé de 33,5 %, les créances nettes sur l'Etat ont reculé de 179,9 % et les crédits à l'économie se sont accrus de 27,6 %.

### c. Finances publiques et dette

Les recettes budgétaires ont baissé de 15,4 % du PIB en 2013 à 15,1 % du PIB en 2014, reflétant le recul des recettes pétrolières de 10,7 % du PIB en 2013 à 8,5 du PIB % en 2014, tandis que les recettes non pétrolières ont progressé de 4,6 % du PIB à 6,5 % du PIB sur la même période. Les dépenses publiques ont diminué de 20,9 % du PIB en 2013 à 20,6 % du PIB en 2014, du fait principalement d'une baisse des dépenses courantes de 12,4 % du PIB en 2013 à 11,3 % du PIB en 2014. Les dépenses en capital pour leur part ont augmenté de 8,5 % du PIB à 9,3 % du PIB sur la même période. L'exécution du budget en 2014 a fait ressortir un solde global, base engagements hors dons déficitaire de 5,5 % du PIB comme en 2013. Le Tchad n'a pas respecté le critère de convergence macroéconomique de la CEMAC portant sur le solde budgétaire de base en 2013.

**Graphique J3 : Solde budgétaire global, base engagements hors dons au Tchad en % du PIB**



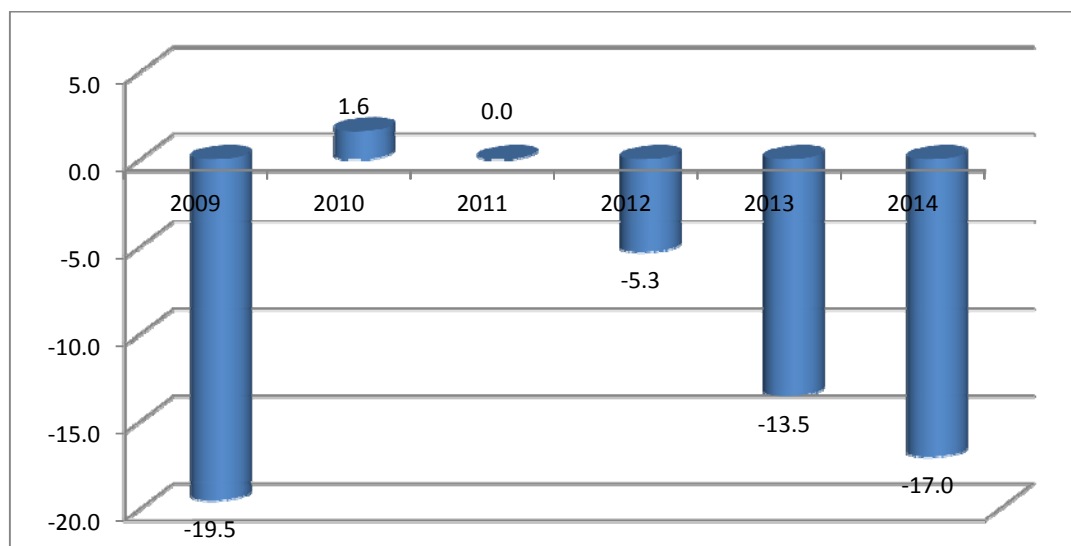
Source : BEAC, octobre 2014

L'encours de la dette publique extérieure s'est établi à 19,9 % du PIB en 2014 contre 17,8 % du PIB en 2013. Le ratio du service de la dette par rapport aux exportations a évolué en hausse de 6,1 % en 2013 à 10 % en 2014. Le Tchad a respecté le critère de convergence de la CEMAC portant sur le taux d'endettement public en 2014.

#### d. Secteur extérieur

Le déficit du compte courant s'est alourdi en 2014 à 17% du PIB contre 13,5% du PIB en 2013 en lien avec les déficits des balances des services.

**Graphique J4 : Solde du compte courant au Tchad en % du PIB**



Source : BEAC, octobre 2014

### 3. Perspectives économiques pour 2015

L'économie tchadienne devrait maintenir le même rythme qu'en 2014 avec une croissance prévue de 9,8%. La croissance serait tirée par le secteur primaire grâce notamment à l'élevage, à l'agriculture industrielle et vivrière. Elle serait également stimulée par les activités du secteur secondaire, grâce au secteur manufacturier et du bâtiment et aux travaux publics, ainsi qu'à la montée en puissance des nouvelles industries du secteur énergétique, de la construction, du raffinage, et à la filière coton.

La consolidation de la production de pétrole suite à la mise en exploitation de nouveaux champs de pétrole permettrait de pallier la baisse des cours mondiaux du pétrole.

Les prévisions tablent sur une hausse de l'inflation à un taux de 3,7 % en 2015, alimentée par la fermeté des dépenses d'investissement public. La masse monétaire connaîtrait une croissance de 14,9 %.

La gestion des finances publiques se traduirait par un allègement du déficit du solde budgétaire base engagements hors dons à 4 % du PIB. Les perspectives projettent un encours de la dette extérieure de 10,1 % du PIB et un ratio du service de la dette par rapport aux exportations de 39,7 % du PIB en 2015.

Le déficit courant devrait s'alléger à 9,9% du PIB.



#### 4. Question sociales<sup>10</sup>

Selon la dernière enquête portant sur le niveau de consommation et le secteur informel au Tchad (Ecosit-3) le taux de pauvreté est de 46,7 %, les agriculteurs et les femmes étant les principales victimes. Ce taux ne cache pas les disparités existantes entre milieu urbain et milieu rural. La hausse des recettes budgétaires ont permis d'engager d'importantes dépenses en faveur des pauvres telles que programmées dans la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP-2). Ainsi, en 2011, les dépenses consacrées aux secteurs prioritaires représentaient en moyenne 62,4 % du budget total. Dans le souci d'améliorer le pouvoir d'achat des catégories les plus faibles, les prix de certains produits comme le ciment, l'électricité et l'eau sont subventionnés.

#### 5. Réformes en cours et perspectives

Le gouvernement a adhéré au Mécanisme Africain d'Evaluation par les pairs (MAEP). En effet, six mois après son adhésion à ce mécanisme et pour la mise en œuvre du programme, le gouvernement a signé, en avril 2013, un décret créant les structures nationales du MAEP, à savoir le Point Focal, le Conseil National de Gouvernance, le Secrétariat national, ainsi que des nombreux organes nécessaires à promouvoir la bonne gouvernance dans tous les secteurs de la vie nationale.

L'objectif principal du MAEP est de stimuler l'adoption des lois, politiques, normes et pratiques appropriées, pouvant mener à une stabilité politique, une forte croissance économique, un développement durable, et une intégration économique accélérée au niveau sous régional et continental. Le processus du MAEP s'intéresse principalement à quatre domaines précis: gouvernance politique, gouvernance économique, gouvernance des entreprises et développement socioéconomique.

Le Tchad est engagé dans un processus de modernisation de la gestion de ses finances publiques. Il en découle la nécessité d'assurer, d'une part, la transition d'un budget en moyens vers un budget de programmes et de résultats, grâce à la mise en place d'un cadre de dépenses à moyen terme, et d'autre part, grâce à l'amélioration de la transparence et de l'efficacité en matière de passation des marchés.

---

<sup>10</sup>Pour plus de détails voir la note de la CEA sur les réalisations des OMD et défis de l'Agenda de développement post 2015 en Afrique centrale.

## REFERENCES

- Banque des Etats de l’Afrique Centrale (2014) : Données macroéconomiques, octobre 2014
- Economist Intelligence Unit (EIU) “Country Report: “Angola”, [www.eiu.com](http://www.eiu.com).
- EIU “Country Report: Burundi”, [www.eiu.com](http://www.eiu.com).
- EIU “Country Report: Cameroon”, [www.eiu.com](http://www.eiu.com).
- EIU “Country Report: Central African Republic”, [www.eiu.com](http://www.eiu.com)
- EIU, “Country Report: Chad”, [www.eiu.com](http://www.eiu.com)
- EIU “Country Report: Republic of Congo”, [www.eiu.com](http://www.eiu.com)
- EIU “Country Report: Democratic Republic of Congo”, [www.eiu.com](http://www.eiu.com)
- EIU “Country Report: Equatorial Guinea”, [www.eiu.com](http://www.eiu.com)
- EIU “Country Report: Gabon”, [www.eiu.com](http://www.eiu.com)
- EIU “Country Report: Sao Tomé-et-Principe”, [www.eiu.com](http://www.eiu.com)
- FMI(2014) : Perspectives économiques mondiales, Octobre 2014
- IMF, Regional Economic Outlook, Sub-Saharan Africa, October 2014
- République du Cameroun : (2009) : Cameroun Vision 2035, Document de travail, février 2009.
- République de Guinée Equatoriale (2007) : Guinée Equatoriale 2020 : Agenda pour une diversification des sources de la croissance, Tome II Vision 2020 et axes stratégiques, mai 2007.
- République Gabonaise (2012) : Plan stratégique Gabon émergent : Vision 2025 et orientations stratégiques 2011-2016, juillet 2012.